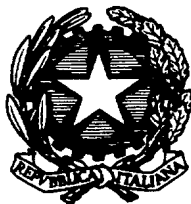
Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 85 dell'11 aprile 2001 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 11 aprile 2001** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI VIA ARENULA 70 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO LIBRERIA DELLO STATO PIAZZA G. VERDI 10 00100 ROMA CENTRALINO 06 85081

N. **80/L**

LEGGE 16 marzo 2001, n. **108.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sull'accesso alle informazioni, la partecipazione del pubblico ai processi decisionali e l'accesso alla giustizia in materia ambientale, con due allegati, fatta ad Aarhus il 25 giugno 1998.

LEGGE 16 marzo 2001, n. **109.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo dello Stato di Eritrea in materia di promozione e protezione degli investimenti, con Protocollo, fatto a Roma il 6 febbraio 1996, e relativo scambio di lettere integrativo effettuato ad Asmara il 20 ed il 26 aprile 1999.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 16 marzo 2001, n. **108.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sull'accesso alle informazioni, la partecipazione del pubblico ai processi decisionali e l'accesso alla giustizia in materia ambientale, con due allegati, fatta ad Aarhus il 25 giugno 1998.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sull'accesso alle informazioni, la partecipazione del pubblico ai processi decisionali e l'accesso alla giustizia in materia ambientale, con due allegati, fatta ad Aarhus il 25 giugno 1998.

ART. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 20 della Convenzione stessa.

ART. 3.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 1.031 milioni annue a decorrere dal 2001, si provvede per gli anni 2001, 2002 e 2003 mediante utilizzo della proiezione per gli stessi anni dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2001-2003, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno finanziario 2001, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ART. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 marzo 2001

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'articolo 86 della Costituzione

MANCINO

AMATO, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FASSINO

CONVENTION SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION, LA PARTICIPATION DU PUBLIC AU PROCESSUS DÉCISIONNEL ET L'ACCÈS À LA JUSTICE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les Parties à la présente Convention,

Rappelant le premier principe de la Déclaration de Stockholm sur l'environnement humain,

Rappelant aussi le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

Rappelant en outre les résolutions de l'Assemblée générale 37/7 du 28 octobre 1982 relative à la Charte mondiale de la nature et 45/94 du 14 décembre 1990 relative à la nécessité d'assurer un environnement salubre pour le bien-être de chacun,

Rappelant également la Charte européenne sur l'environnement et la santé adoptée à la Première Conférence européenne sur l'environnement et la santé qui s'est tenue sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé à Francfort-sur-le-Main (Allemagne) le 8 décembre 1989,

Affirmant la nécessité de protéger, de préserver et d'améliorer l'état de l'environnement et d'assurer un développement durable et écologiquement rationnel,

Reconnaissant qu'une protection adéquate de l'environnement est essentielle au bien-être de l'homme ainsi qu'à la jouissance des droits fondamentaux, y compris du droit à la vie lui-même,

Reconnaissant également que chacun a le droit de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être et le devoir, tant individuellement qu'en association avec d'autres, de protéger et d'améliorer l'environnement dans l'intérêt des générations présentes et futures,

Considérant qu'afin d'être en mesure de faire valoir ce droit et de s'acquitter de ce devoir, les citoyens doivent avoir accès à l'information, être habilités à participer au processus décisionnel et

avoir accès à la justice en matière d'environnement, étant entendu qu'ils peuvent avoir besoin d'une assistance pour exercer leurs droits,

Reconnaissant que, dans le domaine de l'environnement, un meilleur accès à l'information et la participation accrue du public au processus décisionnel permettent de prendre de meilleures décisions et de les appliquer plus efficacement, contribuent à sensibiliser le public aux problèmes environnementaux, lui donnent la possibilité d'exprimer ses préoccupations et aident les autorités publiques à tenir dûment compte de celles-ci,

Cherchant par là à favoriser le respect du principe de l'obligation redditionnelle et la transparence du processus décisionnel et à assurer un appui accru du public aux décisions prises dans le domaine de l'environnement,

Reconnaissant qu'il est souhaitable que la transparence règne dans toutes les branches de l'administration publique et invitant les organes législatifs à appliquer les principes de la présente Convention dans leurs travaux,

Reconnaissant également que le public doit avoir connaissance des procédures de participation au processus décisionnel en matière d'environnement, y avoir librement accès et savoir comment les utiliser,

Reconnaissant en outre le rôle important que les citoyens, les organisations non gouvernementales et le secteur privé peuvent jouer dans le domaine de la protection de l'environnement,

Désireuses de promouvoir l'éducation écologique afin de faire mieux comprendre ce que sont l'environnement et le développement durable et d'encourager le grand public à être attentif aux décisions qui ont des incidences sur l'environnement et le développement durable et à participer à ces décisions,

Notant, à cet égard, qu'il est important de recourir aux médias ainsi qu'aux modes de communication électroniques et aux autres modes de communication qui apparaîtront dans l'avenir,

Reconnaissant qu'il est important que les gouvernements tiennent pleinement compte dans leur processus décisionnel des considérations liées à l'environnement et que les autorités publiques doivent donc disposer d'informations exactes, détaillées et à jour sur l'environnement,

Sachant que les autorités publiques détiennent des informations relatives à l'environnement dans l'intérêt général,

Souhaitant que le public, y compris les organisations, aient accès à des mécanismes judiciaires efficaces afin que leurs intérêts légitimes soient protégés et la loi respectée,

Notant qu'il est important d'informer convenablement les consommateurs sur les produits pour leur permettre de faire des choix écologiques en toute connaissance de cause,

Conscientes de l'inquiétude du public au sujet de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et de la nécessité d'accroître la transparence et de renforcer la participation du public au processus décisionnel dans ce domaine,

Convaincues que l'application de la présente Convention contribuera à renforcer la démocratie dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE),

Conscientes du rôle joué à cet égard par la CEE et rappelant, notamment, les Directives de la CEE pour l'accès à l'information sur l'environnement et la participation du public à la prise de décisions en matière d'environnement, approuvées dans la Déclaration ministérielle adoptée à la troisième Conférence ministérielle sur le thème "Un environnement pour l'Europe" à Sofia (Bulgarie) le 25 octobre 1995,

Tenant compte des dispositions pertinentes de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adoptée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, ainsi que de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptées l'une et l'autre à Helsinki le 17 mars 1992 et d'autres conventions régionales,

Sachant que l'adoption de la présente Convention ne pourra que contribuer au renforcement du processus "un environnement pour l'Europe" et au succès de la quatrième Conférence ministérielle qui se tiendra à Aarhus (Danemark) en juin 1998,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

OBJET

Afin de contribuer à protéger le droit de chacun, dans les générations présentes et futures, de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être, chaque Partie garantit les droits d'accès à l'information sur l'environnement, de participation du public au processus décisionnel et d'accès à la justice en matière d'environnement conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 2

DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Convention,

1. Le terme "Partie" désigne, sauf indication contraire, une Partie contractante à la présente Convention.

2. L'expression "autorité publique" désigne :

a) L'administration publique à l'échelon national ou régional ou à un autre niveau;

b) Les personnes physiques ou morales qui exercent, en vertu du droit interne, des fonctions administratives publiques, y compris des tâches, activités ou services particuliers en rapport avec l'environnement;

c) Toute autre personne physique ou morale assumant des responsabilités ou des fonctions publiques ou fournissant des services publics en rapport avec l'environnement sous l'autorité d'un organe ou

d'une personne entrant dans les catégories visées aux alinéas a) et b) ci-dessus;

d) Les institutions de toute organisation d'intégration économique régionale visée à l'article 17 qui est Partie à la présente Convention.

La présente définition n'englobe pas les organes ou institutions agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires ou législatifs.

3. L'expression "information(s) sur l'environnement" désigne toute information disponible sous forme écrite, visuelle, orale ou électronique ou sous toute autre forme matérielle, et portant sur :

a) L'état d'éléments de l'environnement tels que l'air et l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, le paysage et les sites naturels, la diversité biologique et ses composantes, y compris les organismes génétiquement modifiés, et l'interaction entre ces éléments;

b) Des facteurs tels que les substances, l'énergie, le bruit et les rayonnements et des activités ou mesures, y compris des mesures administratives, des accords relatifs à l'environnement, des politiques, lois, plans et programmes qui ont, ou risquent d'avoir, des incidences sur les éléments de l'environnement relevant de l'alinéa a) ci-dessus et l'analyse coût-avantages et les autres analyses et hypothèses économiques utilisées dans le processus décisionnel en matière d'environnement;

c) L'état de santé de l'homme, sa sécurité et ses conditions de vie ainsi que l'état des sites culturels et des constructions dans la mesure où ils sont, ou risquent d'être, altérés par l'état des éléments de l'environnement ou, par l'intermédiaire de ces éléments, par les facteurs, activités ou mesures visés à l'alinéa b) ci-dessus.

4. Le terme "public" désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, conformément à la législation ou à la coutume du pays, les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes.

5. L'expression "public concerné" désigne le public qui est touché ou qui risque d'être touché par les décisions prises en matière d'environnement ou qui a un intérêt à faire valoir à l'égard du processus décisionnel; aux fins de la présente définition, les organisations non gouvernementales qui oeuvrent en faveur de la protection de

l'environnement et qui remplissent les conditions pouvant être requises en droit interne sont réputées avoir un intéret.

Article 3

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Chaque Partie prend les mesures législatives, réglementaires ou autres nécessaires, y compris des mesures visant à assurer la compatibilité des dispositions donnant effet aux dispositions de la présente Convention relatives à l'information, à la participation du public et à l'accès à la justice, ainsi que des mesures d'exécution appropriées, dans le but de mettre en place et de maintenir un cadre précis, transparent et cohérent aux fins de l'application des dispositions de la présente Convention.

2. Chaque Partie tâche de faire en sorte que les fonctionnaires et les autorités aident le public et lui donnent des conseils pour lui permettre d'avoir accès à l'information, de participer plus facilement au processus décisionnel et de saisir la justice en matière d'environnement.

3. Chaque Partie favorise l'éducation écologique du public et sensibilise celui-ci aux problèmes environnementaux afin notamment qu'il sache comment procéder pour avoir accès à l'information, participer au processus décisionnel et saisir la justice en matière d'environnement.

4. Chaque Partie accorde la reconnaissance et l'appui voulus aux associations, organisations ou groupes qui ont pour objectif la protection de l'environnement et fait en sorte que son système juridique national soit compatible avec cette obligation.

5. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte au droit des Parties de continuer d'appliquer ou d'adopter, à la place des mesures prévues par la présente Convention, des mesures assurant un accès plus large à l'information, une participation accrue du public au processus décisionnel et un accès plus large à la justice en matière d'environnement.

6. Rien dans la présente Convention n'oblige à déroger aux droits existants concernant l'accès à l'information, la participation du public

au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

7. Chaque Partie oeuvre en faveur de l'application des principes énoncés dans la présente Convention dans les processus décisionnels internationaux touchant l'environnement ainsi que dans le cadre des organisations internationales lorsqu'il y est question d'environnement.

8. Chaque Partie veille à ce que les personnes qui exercent leurs droits conformément aux dispositions de la présente Convention ne soient en aucune façon pénalisées, persécutées ou soumises à des mesures vexatoires en raison de leur action. La présente disposition ne porte nullement atteinte au pouvoir des tribunaux nationaux d'accorder des dépens d'un montant raisonnable à l'issue d'une procédure judiciaire.

9. Dans les limites du champ d'application des dispositions pertinentes de la présente Convention, le public a accès à l'information, il a la possibilité de participer au processus décisionnel et a accès à la justice en matière d'environnement sans discrimination fondée sur la citoyenneté, la nationalité ou le domicile et, dans le cas d'une personne morale, sans discrimination concernant le lieu où elle a son siège officiel ou un véritable centre d'activités.

Article 4

ACCÈS À L'INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Chaque Partie fait en sorte que, sous réserve des paragraphes suivants du présent article, les autorités publiques mettent à la disposition du public, dans le cadre de leur législation nationale, les informations sur l'environnement qui leur sont demandées, y compris, si la demande leur en est faite et sous réserve de l'alinéa b) ci-après, des copies des documents dans lesquels ces informations se trouvent effectivement consignées, que ces documents renferment ou non d'autres informations :

a) Sans que le public ait à faire valoir un intérêt particulier;

b) Sous la forme demandée à moins :

i) Qu'il soit raisonnable pour l'autorité publique de communiquer les informations en question sous une autre forme, auquel cas les raisons de ce choix devront être indiquées; ou

ii) Que les informations en question aient déjà été rendues publiques sous une autre forme.

2. Les informations sur l'environnement visées au paragraphe 1 ci-dessus sont mises à la disposition du public aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande a été soumise, à moins que le volume et la complexité des éléments d'information demandés ne justifient une prorogation de ce délai, qui pourra être porté au maximum à deux mois. L'auteur de la demande est informé de toute prorogation du délai et des motifs qui la justifient.

3. Une demande d'informations sur l'environnement peut être refusée si :

a) L'autorité publique à laquelle la demande est adressée n'est pas en possession des informations demandées;

b) La demande est manifestement abusive ou formulée en termes trop généraux; ou

c) La demande porte sur des documents qui sont en cours d'élaboration ou concerne des communications internes des autorités publiques à condition que cette exception soit prévue par le droit interne ou la coutume, compte tenu de l'intérêt que la divulgation des informations demandées présenterait pour le public.

4. Une demande d'informations sur l'environnement peut être rejetée au cas où la divulgation de ces informations aurait des incidences défavorables sur :

a) Le secret des délibérations des autorités publiques, lorsque ce secret est prévu par le droit interne;

b) Les relations internationales, la défense nationale ou la sécurité publique;

c) La bonne marche de la justice, la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou la capacité d'une autorité publique d'effectuer une enquête d'ordre pénal ou disciplinaire;

d) Le secret commercial et industriel lorsque ce secret est protégé par la loi afin de défendre un intérêt économique légitime. Dans ce cadre, les informations sur les émissions qui sont pertinentes pour la protection de l'environnement doivent être divulguées;

e) Les droits de propriété intellectuelle;

f) Le caractère confidentiel des données et/ou des dossiers personnels concernant une personne physique si cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations au public, lorsque le caractère confidentiel de ce type d'information est prévu par le droit interne;

g) Les intérêts d'un tiers qui a fourni les informations demandées sans y être contraint par la loi ou sans que la loi puisse l'y contraindre et qui ne consent pas à la divulgation de ces informations; ou

h) Le milieu sur lequel portent les informations, comme les sites de reproduction d'espèces rares.

Les motifs de rejet susmentionnés devront être interprétés de manière restrictive compte tenu de l'intérêt que la divulgation des informations demandées présenterait pour le public et selon que ces informations ont trait ou non aux émissions dans l'environnement.

5. Si une autorité publique n'est pas en possession des informations sur l'environnement demandées, elle fait savoir aussi rapidement que possible à l'auteur de la demande à quelle autorité publique celui-ci peut, à sa connaissance, s'adresser pour obtenir les informations en question ou transmet la demande à cette autorité et en informe son auteur.

6. Chaque Partie fait en sorte que, s'il est possible, sans en compromettre le caractère confidentiel, de dissocier les informations sur l'environnement demandées qui, en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 3 et du paragraphe 4 ci-dessus, n'ont pas à être divulguées, des autres informations sur l'environnement demandées, les autorités publiques communiquent ces dernières.

7. Le rejet d'une demande d'informations est notifié par écrit si cette demande a été faite par écrit ou si son auteur sollicite une réponse écrite. Dans la notification du rejet, l'autorité publique expose les motifs de ce rejet et informe l'auteur de la demande du recours dont il dispose en vertu de l'article 9. Le rejet de la demande est notifié aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un mois, à moins que la complexité des informations demandées ne justifie une prorogation de ce délai, qui pourra être porté au maximum à deux mois. L'auteur de la demande est informé de toute prorogation du délai et des motifs qui la justifient.

8. Chaque Partie peut autoriser les autorités publiques qui fournissent des informations à percevoir un droit pour ce service mais ce droit ne doit pas dépasser un montant raisonnable. Les autorités publiques qui ont l'intention de faire payer les informations qu'elles fournissent font connaître aux auteurs des demandes d'informations le barème des droits à acquitter, en indiquant les cas dans lesquels elles peuvent renoncer à percevoir ces droits et ceux dans lesquels la communication des informations est subordonnée à leur paiement préalable.

Article 5

RASSEMBLEMENT ET DIFFUSION D'INFORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Chaque Partie fait en sorte :

a) Que les autorités publiques possèdent et tiennent à jour les informations sur l'environnement qui sont utiles à l'exercice de leurs fonctions;

b) Que des mécanismes obligatoires soient mis en place pour que les autorités publiques soient dûment informées des activités proposées ou en cours qui risquent d'avoir des incidences importantes sur l'environnement;

c) Qu'en cas de menace imminente pour la santé ou l'environnement, qu'elle soit imputable à des activités humaines ou qu'elle soit due à des causes naturelles, toutes les informations susceptibles de permettre au public de prendre des mesures pour prévenir ou limiter d'éventuels dommages qui sont en la possession d'une autorité publique soient diffusées immédiatement et sans retard aux personnes qui risquent d'être touchées.

2. Chaque Partie veille à ce que, dans le cadre de la législation nationale, les autorités publiques mettent les informations sur l'environnement à la disposition du public de façon transparente et à ce que ces informations soient réellement accessibles, notamment :

a) En fournissant au public des renseignements suffisants sur le type et la teneur des informations sur l'environnement détenues par les autorités publiques compétentes, sur les principales conditions auxquelles ces informations sont mises à sa disposition et lui sont accessibles et sur la procédure à suivre pour les obtenir;

b) En prenant et en maintenant des dispositions pratiques, par exemple :

i) En établissant des listes, des registres ou des fichiers accessibles au public;

ii) En faisant obligation aux fonctionnaires d'apporter leur concours au public qui cherche à avoir accès à des informations en vertu de la présente Convention; et

iii) En désignant des points de contact; et

c) En donnant accès gratuitement aux informations sur l'environnement figurant dans les listes, registres ou fichiers visés à l'alinéa b) i) ci-dessus.

3. Chaque Partie veille à ce que les informations sur l'environnement deviennent progressivement disponibles dans des bases de données électroniques auxquelles le public peut avoir facilement accès par le biais des réseaux de télécommunications publics. Devraient notamment être accessibles sous cette forme les informations suivantes :

a) Les rapports sur l'état de l'environnement visés au paragraphe 4 ci-après;

b) Les textes de lois sur l'environnement ou relatifs à l'environnement;

c) Le cas échéant, les politiques, plans et programmes sur l'environnement ou relatifs à l'environnement et les accords portant sur l'environnement; et

d) D'autres informations, dans la mesure où la possibilité de les obtenir sous cette forme faciliterait l'application de la législation nationale visant à donner effet à la présente Convention,

pour autant que ces informations soient déjà disponibles sous forme électronique.

4. Chaque Partie publie et diffuse à des intervalles réguliers ne dépassant pas trois ou quatre ans un rapport national sur l'état de l'environnement, y compris des informations sur la qualité de l'environnement et des informations sur les contraintes qui s'exercent sur l'environnement.

5. Chaque Partie prend des mesures, dans le cadre de sa législation, afin de diffuser notamment :

a) Les textes de lois et les documents directifs tels que les documents sur les stratégies, politiques, programmes et plans d'action relatifs à l'environnement et les rapports faisant le point de leur application, établis aux différents échelons de l'administration publique;

b) Les traités, conventions et accords internationaux portant sur des questions relatives à l'environnement; et

c) Le cas échéant, les autres documents internationaux importants portant sur des questions relatives à l'environnement.

6. Chaque Partie encourage les exploitants dont les activités ont un impact important sur l'environnement à informer périodiquement le public de l'impact sur l'environnement de leurs activités et de leurs produits, le cas échéant dans le cadre de programmes volontaires d'étiquetage écologique ou d'écobilans ou par d'autres moyens.

7. Chaque Partie :

a) Rend publics les faits et les analyses des faits qu'elle juge pertinents et importants pour élaborer les propositions concernant les mesures essentielles à prendre en matière d'environnement;

b) Publie oú rend accessibles d'une autre manière les documents disponibles expliquant comment elle traite avec le public dans les affaires relevant de la présente Convention; et

c) Communique sous une forme appropriée des informations sur la façon dont l'administration, à tous les échelons, exerce les fonctions publiques ou fournit des services publics relatifs à l'environnement.

8. Chaque Partie met au point des mécanismes dans le but de faire en sorte que des informations suffisantes sur les produits soient mises à la disposition du public de manière à permettre aux consommateurs de faire des choix écologiques en toute connaissance de cause.

9. Chaque Partie prend des mesures pour mettre en place progressivement, compte tenu, le cas échéant, des processus internationaux, un système cohérent de portée nationale consistant à inventorier ou enregistrer les données relatives à la pollution dans une base de données informatisée structurée et accessible au public, ces données étant recueillies au moyen de formules de déclaration normalisées. Ce système pourra prendre en compte les apports, les rejets et les transferts dans les différents milieux et sur les lieux de traitement et d'élimination sur le site et hors du site d'une série donnée de substances et de produits découlant d'une série donnée d'activités, y compris de l'eau, de l'énergie et des ressources utilisées aux fins de ces activités.

10. Rien dans le présent article ne saurait porter atteinte au droit des Parties de refuser de divulguer certaines informations relatives à l'environnement conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4.

Article 6

PARTICIPATION DU PUBLIC AUX DÉCISIONS RELATIVES
À DES ACTIVITÉS PARTICULIÈRES

1. Chaque Partie :

a) Applique les dispositions du présent article lorsqu'il s'agit de décider d'autoriser ou non des activités proposées du type de celles énumérées à l'annexe I;

b) Applique aussi les dispositions du présent article, conformément à son droit interne, lorsqu'il s'agit de prendre une décision au sujet d'activités proposées non énumérées à l'annexe I qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement. Les Parties déterminent dans chaque cas si l'activité proposée tombe sous le coup de ces dispositions;

c) Peut décider, au cas par cas, si le droit interne le prévoit, de ne pas appliquer les dispositions du présent article aux activités proposées répondant aux besoins de la défense nationale si cette Partie estime que cette application irait à l'encontre de ces besoins.

2. Lorsqu'un processus décisionnel touchant l'environnement est engagé, le public concerné est informé comme il convient, de manière efficace et en temps voulu, par un avis au public ou individuellement, selon le cas, au début du processus. Les informations concernent notamment :

a) L'activité proposée, y compris la demande correspondante au sujet de laquelle une décision sera prise;

b) La nature des décisions ou du projet de décision qui pourraient être adoptés;

c) L'autorité publique chargée de prendre la décision;

d) La procédure envisagée, y compris, dans les cas où ces informations peuvent être fournies :

i) La date à laquelle elle débutera;

ii) Les possibilités qui s'offrent au public d'y participer;

iii) La date et le lieu de toute audition publique envisagée;

iv) L'autorité publique à laquelle il est possible de s'adresser pour obtenir des renseignements pertinents et auprès de laquelle ces renseignements ont été déposés pour que le public puisse les examiner;

v) L'autorité publique ou tout autre organisme public compétent auquel des observations ou questions peuvent être adressées et le délai prévu pour la communication d'observations ou de questions;

vi) L'indication des informations sur l'environnement se rapportant à l'activité proposée qui sont disponibles; et

e) Le fait que l'activité fait l'objet d'une procédure d'évaluation de l'impact national ou transfrontière sur l'environnement.

3. Pour les différentes étapes de la procédure de participation du public, il est prévu des délais raisonnables laissant assez de temps pour informer le public conformément au paragraphe 2 ci-dessus et pour que le public se prépare et participe effectivement aux travaux tout au long du processus décisionnel en matière d'environnement.

4. Chaque Partie prend des dispositions pour que la participation du public commence au début de la procédure, c'est-à-dire lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence.

5. Chaque Partie devrait, lorsqu'il y a lieu, encourager quiconque a l'intention de déposer une demande d'autorisation à identifier le public concerné, à l'informer de l'objet de la demande qu'il envisage de présenter et à engager la discussion avec lui à ce sujet avant de déposer sa demande.

6. Chaque Partie demande aux autorités publiques compétentes de faire en sorte que le public concerné puisse consulter sur demande lorsque le droit interne l'exige, et gratuitement, dès qu'elles sont disponibles, toutes les informations présentant un intérêt pour le processus décisionnel visé dans le présent article qui peuvent être obtenues au

moment de la procédure de participation du public, sans préjudice du droit des Parties de refuser de divulguer certaines informations conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4. Les informations pertinentes comprennent au minimum et sans préjudice des dispositions de l'article 4 :

a) Une description du site et des caractéristiques physiques et techniques de l'activité proposée, y compris une estimation des déchets et des émissions prévues;

b) Une description des effets importants de l'activité proposée sur l'environnement;

c) Une description des mesures envisagées pour prévenir et/ou réduire ces effets, y compris les émissions;

d) Un résumé non technique de ce qui précède;

e) Un aperçu des principales solutions de remplacement étudiées par l'auteur de la demande d'autorisation; et

f) Conformément à la législation nationale, les principaux rapports et avis adressés à l'autorité publique au moment où le public concerné doit être informé conformément au paragraphe 2 ci-dessus.

7. La procédure de participation du public prévoit la possibilité pour le public de soumettre par écrit ou, selon qu'il convient, lors d'une audition ou d'une enquête publique faisant intervenir l'auteur de la demande toutes observations, informations, analyses ou opinions qu'il estime pertinentes au regard de l'activité proposée.

8. Chaque Partie veille à ce que, au moment de prendre la décision, les résultats de la procédure de participation du public soient dûment pris en considération.

9. Chaque Partie veille aussi à ce que, une fois que la décision a été prise par l'autorité publique, le public en soit promptement informé suivant les procédures appropriées. Chaque Partie communique au public le texte de la décision assorti des motifs et considérations sur lesquels ladite décision est fondée.

10. Chaque Partie veille à ce que, lorsqu'une autorité publique réexamine ou met à jour les conditions dans lesquelles est exercée une activité visée au paragraphe 1, les dispositions des paragraphes 2 à 9 du présent article s'appliquent mutatis mutandis lorsqu'il y a lieu.

11. Chaque Partie applique, dans le cadre de son droit interne, dans la mesure où cela est possible et approprié, des dispositions du présent article lorsqu'il s'agit de décider s'il y a lieu d'autoriser la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement.

Article 7

PARTICIPATION DU PUBLIC EN CE QUI CONCERNE LES PLANS, PROGRAMMES ET POLITIQUES RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Chaque Partie prend les dispositions pratiques et/ou autres voulues pour que le public participe à l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement dans un cadre transparent et équitable, après lui avoir fourni les informations nécessaires. Dans ce cadre, les paragraphes 3, 4 et 8 de l'article 6 s'appliquent Le public susceptible de participer est désigné par l'autorité publique compétente, compte tenu des objectifs de la présente Convention. Chaque Partie s'efforce autant qu'il convient de donner au public la possibilité de participer à l'élaboration des politiques relatives à l'environnement.

Article 8

PARTICIPATION DU PUBLIC DURANT LA PHASE D'ÉLABORATION DE DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET/OU D'INSTRUMENTS NORMATIFS JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANTS D'APPLICATION GÉNÉRALE

Chaque Partie s'emploie à promouvoir une participation effective du public à un stade approprié – et tant que les options sont encore ouvertes – durant la phase d'élaboration par des autorités publiques des dispositions réglementaires et autres règles juridiquement contraignantes d'application générale qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement. À cet effet, il convient de prendre les dispositions suivantes :

a) Fixer des délais suffisants pour permettre une participation effective;

b) Publier un projet de règles ou mettre celui-ci à la disposition du public par d'autres moyens; et

c) Donner au public la possibilité de formuler des observations, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organes consultatifs représentatifs.

Les résultats de la participation du public sont pris en considération dans toute la mesure possible.

Article 9

ACCÈS À LA JUSTICE

1. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que toute personne qui estime que la demande d'informations qu'elle a présentée en application de l'article 4 a été ignorée, rejetée abusivement, en totalité ou en partie, ou insuffisamment prise en compte ou qu'elle n'a pas été traitée conformément aux dispositions de cet article, ait la possibilité de former un recours devant une instance judiciaire ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi.

Dans les cas où une Partie prévoit un tel recours devant une instance judiciaire, elle veille à ce que la personne concernée ait également accès à une procédure rapide établie par la loi qui soit gratuite ou peu onéreuse, en vue du réexamen de la demande par une autorité publique ou de son examen par un organe indépendant et impartial autre qu'une instance judiciaire.

Les décisions finales prises au titre du présent paragraphe 1 s'imposent à l'autorité publique qui détient les informations. Les motifs qui les justifient sont indiqués par écrit, tout au moins lorsque l'accès à l'information est refusé au titre du présent paragraphe.

2. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que les membres du public concerné

a) ayant un intérêt suffisant pour agir

ou, sinon,

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le code de procédure administrative d'une Partie pose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance judiciaire et/ou un autre organe indépendant et impartial établi par loi pour contester la légalité, quant au fond et à la procédure, de toute décision, tout acte ou toute omission tombant sous le coup des dispositions de l'article 6 et, si le droit interne le prévoit et sans préjudice du paragraphe 3 ci-après, des autres dispositions pertinentes de la présente Convention.

Ce qui constitue un intérêt suffisant et une atteinte à un droit est déterminé selon les dispositions du droit interne et conformément à l'objectif consistant à accorder au public concerné un large accès à la justice dans le cadre de la présente Convention. A cet effet, l'intérêt qu'a toute organisation non gouvernementale répondant aux conditions visées au paragraphe 5 de l'article 2 est réputé suffisant au sens de l'alinéa a) ci-dessus. Ces organisations sont également réputées avoir des droits auxquels il pourrait être porté atteinte au sens de l'alinéa b) ci-dessus.

Les dispositions du présent paragraphe 2 n'excluent pas la possibilité de former un recours préliminaire devant une autorité administrative et ne dispensent pas de l'obligation d'épuiser les voies de recours administratif avant d'engager une procédure judiciaire lorsqu'une telle obligation est prévue en droit interne.

3. En outre, et sans préjudice des procédures de recours visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, chaque Partie veille à ce que les membres du public qui répondent aux critères éventuels prévus par son droit interne puissent engager des procédures administratives ou judiciaires pour contester les actes ou omissions de particuliers ou d'autorités publiques allant à l'encontre des dispositions du droit national de l'environnement.

4. En outre, et sans préjudice du paragraphe 1, les procédures visées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus doivent offrir des recours suffisants et effectifs, y compris un redressement par injonction s'il y a lieu, et doivent être objectives, équitables et rapides sans que leur coût soit

prohibitif. Les décisions prises au titre du présent article sont prononcées ou consignées par écrit. Les décisions des tribunaux et, autant que possible, celles d'autres organes doivent être accessibles au public.

5. Pour rendre les dispositions du présent article encore plus efficaces, chaque Partie veille à ce que le public soit informé de la possibilité qui lui est donnée d'engager des procédures de recours administratif ou judiciaire, et envisage la mise en place de mécanismes appropriés d'assistance visant à éliminer ou à réduire les obstacles financiers ou autres qui entravent l'accès à la justice.

Article 10

RÉUNION DES PARTIES

1. La première réunion des Parties est convoquée un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les Parties tiennent une réunion ordinaire au moins une fois tous les deux ans, à moins qu'elles n'en décident autrement, ou si l'une d'entre elles en fait la demande par écrit, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication à l'ensemble des Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe.

2. Lors de leurs réunions, les Parties suivent en permanence l'application de la présente Convention sur la base de rapports communiqués régulièrement par les Parties et, en ayant cet objectif présent à l'esprit :

a) Examinent les politiques qu'elles appliquent et les démarches juridiques et méthodologiques qu'elles suivent pour assurer l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement en vue d'améliorer encore la situation à cet égard;

b) Se font part des enseignements qu'elles tirent de la conclusion et de l'application d'accords bilatéraux et multilatéraux ou d'autres arrangements ayant un rapport avec l'objet de la présente Convention, auxquels une ou plusieurs d'entre elles sont Parties;

c) Sollicitent, s'il y a lieu, les services des organes compétents de la CEE, ainsi que d'autres organismes internationaux ou de comités particuliers compétents pour toutes les questions à prendre en compte pour atteindre les objectifs de la présente Convention;

d) Créent des organes subsidiaires si elles le jugent nécessaire;

e) Élaborent, s'il y a lieu, des protocoles à la présente Convention;

f) Examinent et adoptent des propositions d'amendement à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 14;

g) Envisagent et entreprennent toute autre action qui peut se révéler nécessaire aux fins de la présente Convention;

h) À leur première réunion, étudient et adoptent, par consensus, le règlement intérieur de leurs réunions et des réunions des organes subsidiaires;

i) À leur première réunion, examinent les enseignements qu'elles tirent de l'application des dispositions du paragraphe 9 de l'article 5 et étudient les mesures nécessaires pour perfectionner le système visé dans ces dispositions, compte tenu des procédures applicables et des faits nouveaux intervenus au niveau national, notamment l'élaboration d'un instrument approprié concernant l'établissement de registres ou d'inventaires des rejets ou transferts de polluants qui pourrait être annexé à la présente Convention.

3. La Réunion des Parties peut, au besoin, envisager d'arrêter des dispositions d'ordre financier par consensus.

4. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui est habilité en vertu de l'article 17 à signer la Convention mais qui n'est pas Partie à ladite Convention, et toute organisation intergouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec la présente Convention sont autorisés à participer en qualité d'observateurs aux réunions des Parties.

5. Toute organisation non gouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec la présente Convention et qui a fait savoir au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qu'elle souhaitait être représentée à une réunion des Parties est autorisée à participer en qualité d'observateur à moins qu'un tiers au moins des Parties n'y fassent objection.

6. Aux fins des paragraphes 4 et 5 ci-dessus, le règlement intérieur visé au paragraphe 2 h) ci-dessus prévoit les modalités pratiques d'admission et les autres conditions pertinentes.

Article 11

DROIT DE VOTE

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-après, chaque Partie à la présente Convention dispose d'une voix.

2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

Article 12

SECRÉTARIAT

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes :

a) Il convoque et prépare les réunions des Parties;

b) Il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions de la présente Convention; et

c) Il s'acquitte des autres fonctions que les Parties peuvent lui assigner.

Article 13

ANNEXES

Les annexes de la présente Convention font partie intégrante de la Convention.

Article 14

AMENDEMENTS À LA CONVENTION

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de toute proposition d'amendement à la présente Convention est soumis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui le communique à toutes les Parties quatre-vingt-dix jours au moins avant la réunion des Parties au cours de laquelle l'amendement est proposé pour adoption.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur tout amendement qu'il est proposé d'apporter à la présente Convention. Si tous les efforts en ce sens sont demeurés vains et si aucun accord ne s'est dégagé, l'amendement est adopté en dernier ressort par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes.

4. Les amendements à la présente Convention adoptés conformément au paragraphe 3 ci-dessus sont soumis par le Dépositaire à toutes les Parties aux fins de ratification, d'approbation ou d'acceptation. Les amendements à la présente Convention autres que ceux qui se rapportent à une annexe entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont ratifiés, approuvés ou acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la réception par le Dépositaire de la notification de leur ratification, approbation ou acceptation par les trois quarts au moins de ces Parties. Par la suite, ils entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation des amendements.

5. Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement à une annexe de la présente Convention en donne notification au Dépositaire par écrit dans les douze mois qui suivent la date de la communication de

son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, les amendements à ladite annexe entrent en vigueur à l'égard de cette Partie.

6. À l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de sa communication par le Dépositaire visée au paragraphe 4 ci-dessus, tout amendement à une annexe entre en vigueur à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions du paragraphe 5 ci-dessus pour autant qu'un tiers au plus des Parties aient soumis cette notification.

7. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes et votantes" désigne les Parties présentes à la réunion qui émettent un vote affirmatif ou négatif.

Article 15

EXAMEN DU RESPECT DES DISPOSITIONS

La Réunion des Parties adopte, par consensus, des arrangements facultatifs de caractère non conflictuel, non judiciaire et consultatif pour examiner le respect des dispositions de la présente Convention. Ces arrangements permettent une participation appropriée du public et peuvent prévoir la possibilité d'examiner des communications de membres du public concernant des questions ayant un rapport avec la présente Convention.

Article 16

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

2. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte, approuve la présente Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, une Partie peut signifier par écrit au Dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés

conformément au paragraphe 1 ci-dessus, elle accepte de considérer comme obligatoires l'un des deux ou les deux moyens de règlement ci-après dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation :

a) Soumission du différend à la Cour internationale de Justice;

b) Arbitrage, conformément à la procédure définie à l'annexe II.

3. Si les parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2 ci-dessus, le différend peut n'être soumis qu'à la Cour internationale de Justice, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

Article 17

SIGNATURE

La présente Convention est ouverte à la signature des États membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des États dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu des paragraphes 8 et 11 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des États souverains, membres de la Commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour des matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Aarhus (Danemark) le 25 juin 1998, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 21 décembre 1998.

Article 18

DÉPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire de la présente Convention.

Article 19

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHÉSION

1 La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale signataires.

2 La présente Convention est ouverte à l'adhésion des États et organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 17 à compter du 22 décembre 1998.

3. Tout État, autre que ceux visés au paragraphe 2 ci-dessus, qui est membre de l'Organisation des Nations Unies, peut adhérer à la Convention avec l'accord de la Réunion des Parties.

4. Toute organisation visée à l'article 17 qui devient Partie à la présente Convention sans qu'aucun de ses États membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent de la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont Parties à la présente Convention, cette organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations que leur impose la Convention. En pareil cas, l'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la présente Convention.

5 Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 17 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite la présente Convention. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence

Article 20

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1 ci-dessus, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les États membres de cette organisation.

3. À l'égard de chaque État ou organisation visé à l'article 17 qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 21

DÉNONCIATION

À tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la Convention par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire.

Article 22

TEXTES AUTHENTIQUES

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Aarhus (Danemark), le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

Annexe I

LISTE DES ACTIVITÉS VISÉES AU PARAGRAPHE 1 a) DE L'ARTICLE 6

1. Secteur de l'énergie :

   - Raffineries de pétrole et de gaz;
   - Installations de gazéification et de liquéfaction;
   - Centrales thermiques et autres installations de combustion d'un apport thermique d'au moins 50 mégawatts (MW);
   - Cokeries;
   - Centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs[1] (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kilowatt de charge thermique continue);
   - Installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés;
   - Installations destinées :
     - À la production ou à l'enrichissement de combustibles nucléaires;
     - Au traitement de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets hautement radioactifs;
     - À l'élimination définitive de combustibles nucléaires irradiés;
     - Exclusivement à l'élimination définitive de déchets radioactifs;

- Exclusivement au stockage (prévu pour plus de dix ans) de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets radioactifs dans un site différent du site de production.

2. Production et transformation des métaux :

- Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré);

- Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure;

- Installations destinées à la transformation des métaux ferreux :

  i) Par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;

  ii) Par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 mégawatts;

  iii) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure;

- Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour;

- Installations :

  i) Destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;

  ii) Destinées à la fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux, incluant des produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux;

- Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en oeuvre est supérieur à 30 mètres cubes.

3. - Industrie minérale :

- Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour;

- Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante;

- Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capaci é le fusion supérieure à 20 tonnes par jour;

- Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour;

- Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m^3 et de plus de 300 kg/m^3 par four

4. Industrie chimique : La production, au sens des catégories d'activités énumérées dans la présente rubrique, désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des substances ou groupes de substances visés aux alinéas a) à g) :

a) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que :

i) Hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques);

ii) Hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes;

iii) Hydrocarbures sulfurés;

iv) Hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates;

v) Hydrocarbures phosphorés;

vi) Hydrocarbures halogénés;

vii) Composés organométalliques;

viii) Matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose);

ix) Caoutchoucs synthétiques;

x) Colorants et pigments;

xi) Tensioactifs et agents de surface;

b) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que :

i) Gaz, notamment ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés soufrés, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle;

ii) Acides, notamment acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés;

iii) Bases, notamment hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium;

iv) Sels, notamment chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent;

v) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium;

c) Installations chimiques destinées à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés);

d) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides;

e) Installations utilisant un procédé chimique ou biologique pour la fabrication de produits pharmaceutiques de base;

f) Installations chimiques destinées à la fabrication d'explosifs;

g) Installations chimiques dans lesquelles un traitement chimique ou biologique est utilisé pour produire des additifs protéiques aux aliments des animaux, des ferments et d'autres substances protéiques.

5. Gestion des déchets :

- Installations pour l'incinération, la valorisation, le traitement chimique et la mise en décharge des déchets dangereux;
- Installations pour l'incinération des déchets municipaux, d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure;
- Installations pour l'élimination des déchets non dangereux, d'une capacité de plus de 50 tonnes par jour;

- Décharges recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.

6. Installations de traitement des eaux usées d'une capacité supérieure à 150 000 équivalents-habitants.

7. Installations industrielles destinées à :

a) La fabrication de pâte à papier à partir de bois ou d'autres matières fibreuses;

b) La fabrication de papier et de carton, d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.

8. a) Construction de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance ainsi que d'aéroports[1] dotés d'une piste de décollage et d'atterrissage principale d'une longueur d'au moins 2 100 mètres;

b) Construction d'autoroutes et de voies rapides';

c) Construction d'une nouvelle route à quatre voies ou plus, ou alignement et/ou élargissement d'une route existante à deux voies ou moins pour en faire une route à quatre voies ou plus, lorsque la nouvelle route ou la section de route alignée et/ou élargie doit avoir une longueur ininterrompue d'au moins 10 kilomètres.

9. a) Voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes;

b) Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exclusion des quais pour transbordeurs) accessibles aux bateaux de plus de 1 350 tonnes.

10. Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines lorsque le volume annuel d'eaux à capter ou à recharger atteint ou dépasse 10 millions de mètres cubes.

11. a) Ouvrages servant au transvasement de ressources hydrauliques entre bassins fluviaux lorsque cette opération vise à prévenir

d'éventuelles pénuries d'eau et que le volume annuel des eaux transvasées dépasse 100 millions de mètres cubes;

b) Dans tous les autres cas, ouvrages servant au transvasement de ressources hydrauliques entre bassins fluviaux lorsque le débit annuel moyen, sur plusieurs années, du bassin de prélèvement dépasse 2 000 millions de mètres cubes et que le volume des eaux transvasées dépasse 5 % de ce débit.

Dans les deux cas, les transvasements d'eau potable amenée par canalisations sont exclus.

12. Extraction de pétrole et de gaz naturel à des fins commerciales, lorsque les quantités extraites dépassent 500 tonnes de pétrole et 500 000 mètres cubes de gaz par jour.

13. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de façon permanente lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker dépasse 10 millions de mètres cubes.

14. Canalisations pour le transport de gaz, de pétrole ou de produits chimiques, d'un diamètre supérieur à 800 millimètres et d'une longueur supérieure à 40 kilomètres.

15. Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus de :

a) 40 000 emplacements pour la volaille;

b) 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg);

ou

c) 750 emplacements pour truies.

16. Carrières et exploitations minières à ciel ouvert lorsque la surface du site dépasse 25 hectares ou, pour les tourbières, 150 hectares.

17. Construction de lignes aériennes de transport d'énergie électrique d'une tension de 220 kilovolts ou plus et d'une longueur supérieure à 15 kilomètres.

18. Installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques ou de produits chimiques, d'une capacité de 200 000 tonnes ou plus.

19. Autres activités :

- Installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisage) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour;

- Installations destinées au tannage des peaux, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour;

- a) Abattoirs d'une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour;

  b) Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de :

     i) Matières premières animales (autres que le lait), d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour;

     ii) Matières premières végétales, d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle);

  c) Traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle);

- Installations destinées à l'élimination ou au recyclage de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour;

- Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de revêtement, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou

d'imprégnation, d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kilogrammes par heure ou de plus de 200 tonnes par an;

- Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.

20. Toute activité non visée aux paragraphes 1 à 19 ci-dessus pour laquelle la participation du public est prévue dans le cadre d'une procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement conformément à la législation nationale.

21. Les dispositions du paragraphe 1 a) de l'article 6 de la présente Convention ne s'appliquent à aucune des activités mentionnées ci-dessus qui sont entreprises exclusivement ou essentiellement pour rechercher, mettre au point et expérimenter de nouvelles méthodes ou de nouveaux produits et ne doivent pas durer plus de deux ans à moins qu'elles ne risquent d'avoir un effet préjudiciable important sur l'environnement ou la santé.

22. Toute modification ou extension des activités qui répond en elle-même aux critères ou aux seuils énoncés dans la présente annexe est régie par le paragraphe 1 a) de l'article 6 de la présente Convention. Toute autre modification ou extension d'activités relève du paragraphe 1 b) de l'article 6 de la présente Convention.

Notes

[1] Les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires cessent d'être des installations nucléaires lorsque tous les combustibles nucléaires et tous les autres éléments contaminés ont été définitivement retirés du site d'implantation.

[2] Aux fins de la présente Convention, la notion d'"aéroport" correspond à la définition donnée dans la Convention de Chicago de 1944 portant création de l'Organisation de l'aviation civile internationale (annexe 14).

[3] Aux fins de la présente Convention, on entend par "voie rapide" une route répondant à la définition donnée dans l'Accord européen du 15 novembre 1975 sur les grandes routes de trafic international.

Annexe II

ARBITRAGE

1. Dans le cas d'un différend soumis à l'arbitrage en vertu du paragraphe 2 de l'article 16 de la présente Convention, une partie (ou les parties) notifie(nt) au secrétariat l'objet de l'arbitrage et indique(nt), en particulier, les articles de la présente Convention dont l'interprétation ou l'application est en cause. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres. La (ou les) partie(s) requérante(s) et l'autre (ou les autres) partie(s) au différend nomment un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre qui est le président du tribunal arbitral. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni être au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à quelque autre titre que ce soit.

3. Si, dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'a pas été désigné, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe procède, à la demande de l'une des parties au différend, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

4 Si, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut en informer le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Si elle ne le fait pas dans ce délai, le président en informe le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

5. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

6. Tout tribunal arbitral constitué en application des dispositions de la présente annexe arrête lui-même sa procédure.

7. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur les questions de procédure que sur le fond, sont prises à la majorité de ses membres.

8. Le tribunal peut prendre toutes les mesures voulues pour établir les faits.

9. Les parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et, en particulier, par tous les moyens à leur disposition :

a) Lui fournissent tous les documents, facilités et renseignements pertinents;

b) Lui permettent, si cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou des experts.

10. Les parties et les arbitres protègent le secret de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel pendant la procédure d'arbitrage.

11. Le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une des parties, recommander des mesures conservatoires.

12. Si l'une des parties au différend ne se présente pas devant le tribunal arbitral ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa sentence définitive. Le fait pour une partie de ne pas se présenter ou de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure.

13. Le tribunal arbitral peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

14. A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les parties au différend. Le tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux parties.

15. Toute Partie à la présente Convention qui a, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision rendue dans l'affaire peut intervenir dans la procédure, avec l'accord du tribunal.

16. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les cinq mois qui suivent la date à laquelle il a été constitué, à moins qu'il ne juge nécessaire de prolonger ce délai d'une durée qui ne devrait pas excéder cinq mois.

17. La sentence du tribunal arbitral est assortie d'un exposé des motifs. Elle est définitive et obligatoire pour toutes les parties au différend. Le tribunal arbitral la communique aux parties au différend et au secrétariat. Ce dernier transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

18. Tout différend entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des parties au tribunal arbitral qui a rendu ladite sentence ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal constitué à cet effet de la même manière que le premier.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 4776):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 28 luglio 2000.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 ottobre 2000, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª, 5ª, 8ª, 9ª, 10ª, 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 15 novembre 2000.

Relazione scritta annunciata il 23 gennaio 2001 (atto n. 4776/*A* - relatore sen. BOSCO).

Esaminato in aula il 24 gennaio 2001 e approvato il 25 gennaio 2001.

Camera dei deputati (atto n. 7557):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 5 febbraio 2001, con pareri delle commissioni I, II, IV, V, VIII, IX, X, XII, XIII.

Esaminato dalla III commissione il 14, 20, 21 febbraio 2001.

Relazione scritta presentata il 21 febbraio 2001 (atto n. 7557/*A* - relatore on. LENTO)

Esaminato in aula il 26 febbraio 2001 e approvato il 1° marzo 2001.

01G0141

LEGGE 16 marzo 2001, n. **109.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo dello Stato di Eritrea in materia di promozione e protezione degli investimenti, con Protocollo, fatto a Roma il 6 febbraio 1996, e relativo scambio di lettere integrativo effettuato ad Asmara il 20 ed il 26 aprile 1999.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo dello Stato di Eritrea in materia di promozione e protezione degli investimenti, con Protocollo, fatto a Roma il 6 febbraio 1996, e relativo Scambio di Lettere integrativo effettuato ad Asmara il 20 ed il 26 aprile 1999.

ART. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo, di cui all'articolo 1, dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 12 dell'Accordo stesso.

ART. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 marzo 2001

Il Presidente del Senato della Repubblica
nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica,
ai sensi dell'articolo 86 della Costituzione
MANCINO

AMATO, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FASSINO

AGREEMENT
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE STATE OF ERITREA ON THE PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the Italian Republic and the Government of the State of Eritrea, hereinafter referred to as the Contracting Parties;

Desiring to intensify economic co-operation between the two Countries on the basis of equity and mutual benefits;

Intending to establish favourable conditions and promote greater economic co-operation between them, with respect to investment by natural and legal persons of one Party in the territory of the other Party;

Agreeing that fair and equitable treatment of investments is desirable in order to maintain a stable framework for investments and maximum effective use of economic resources;

Acknowledging that encouragement is apt to stimulate investments and increase the prosperity of the Contracting Parties;

Therefore, the Contracting Parties have agreed as follows:

Article 1

DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall be construed to mean any kind of asset invested by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party, in conformity with the legislation of that Party, in any legal form. This term comprises in particular, but not exclusively:

a) movable and immovable property and any ownership right in rem including real guarantee rights on property of a Third Party, to the extent that it can be invested, in accordance with the laws and regulations of the Contracting Parties;

b) shares, debentures, equity holdings or any other instruments of credit, as well as Government and public securities in general;

c) credits for sums of money or any service right having an economic value connected with an investment, as well as reinvested incomes and capital gains;

d) copyright, commercial trade marks, patents, industrial designs and other intellectual and industrial property rights, know-how, trade secrets, trade names and goodwill;

e) any economic right accruing by law or by contract and any licence and franchise granted in accordance with the provisions in force on economic activities, including the right to prospect for, extract and exploit natural resources;

f) any increase in value of the original investment.

Any modification in the form of the investment does not imply a change in the nature thereof.

2. The term "investor" shall be construed to mean any natural or legal person of a Contracting Party investing in the territory of the other Contracting Party as well as the foreign subsidiaries, affiliates and branches controlled in any way by the above natural or legal persons.

3. The term "natural person", in reference to either Contracting Party, shall be construed to mean any natural person holding the nationality of that State in accordance with its laws.

4. The term "legal person", in reference to either Contracting Party, shall be construed to mean any entity having its head office in the territory of one of the Contracting Parties and recognised by it, such as public institutions, corporations, partnerships, foundations and associations, regardless of whether their liability is limited or otherwise.

5. The term "income" shall be construed to mean the money accruing to an investment, including in particular profits or interests, interest income, capital gains, dividends, royalties or payments for assistance, technical services as well as any payment in kind as defined by the relevant laws of the Contracting Party in whose territory the investment is effected.

6.The term "territory" shall be construed to mean the territory (and the territorial sea) over which the Contracting Parties exercise sovereignty, sovereign or jurisdictional rights performed in compliance with the

existing international laws and internationally recognised customary rules.

7. "Investment agreement" means an agreement between a Party - or its Agencies or Instrumentalities - and an investor of the other Party concerning an investment, effected in consonance with the present Agreement.

Article 2

PROMOTION

1. Each Contracting Party shall in its territory encourage and promote, as far as possible, investments by investors of the other Contracting Party and permit such investments in accordance with its laws and regulations.

2. When a Contracting Party shall have permitted investment on its territory, it shall grant the related facilities in connection with such an investment.

Article 3

PROTECTION

1. Each Contracting Party, shall ensure fair and equitable treatment within its territory of the investments of the investors of the other Contracting Party. In any case each Contracting Party shall accord to the investor of the other Contracting Party not less favourable treatment than that accorded to investment effected by its own nationals or investors of a Third State in accordance with its laws and regulations.

2. Each Contracting Party shall protect within its territory investments made in accordance with its laws and regulations by investors of the other Contracting Party and shall not impair by unreasonable or discriminatory measures the management, maintenance, use, enjoyment, extension, sale and, should it so happen, liquidation of such investment.

3. In all events of such investment, employment priorities shall, to all extent practicable, be granted to nationals of the Party where the investment is effected in accordance with its laws and regualtions.

4. The provisions under points 1), 2) and 3) of this article do not refer to the advantages and privileges which one Contracting Party may grant to an investor of a Third State by virtue of their membership of an Economic Union, a Free Trade Area, a Customs Union, a Common Market or by virtue of an agreement to facilitate cross border trade.

Article 4

REMITTANCE OF FOREIGN EXCHANGE

1. Each Contracting Party shall, subject to its laws and regulations, guarantee to the investors of the other Contracting Party, without undue delay, in any convertible currency at the prevailing or current rate applicable on the date on which the investor applies for the related transfer, once fiscal obligations are made in accordance to the rules and regulations of the Country where investment is effected, the transfer of the following, in particular but not exclusively:

a) initial and additional capital, including reinvested income;

b) any returns accruing from the investment;

c) proceeds deriving from the sale or liquidation of the investment;

d) debt-servicing payments for foreign loan contracted from external sources with the prior knowledge of the Contracting Party, in concordance with the laws and regulations where the investment is invested;

e) remuneration and allowances paid to nationals of the other Contracting Party for work and services performed in relation to an investment effected in the territory of the other Contracting Party.

Article 5

GUARANTEE

1. Investments shall at all times be accorded fair and equitable treatment, enjoy full protection and security and shall not be nationalised, expropriated, requisitioned or subjected to any measure having an equivalent effect in the territory of the other Contracting Party, except for public purposes or national interest and in exchange for immediate, full and effective compensation, and on condition that these measures are taken on a non-discriminatory basis and under due process of law and provided that provisions be made for effective and adequate compensation. The amount of compensation shall be settled in the currency of the country of origin of the investment and paid without delay to the person entitled thereto without regard to its residence or domicile and the valuation of said compensation shall be conducted in accordance with prevailing fair market values where investment has been effected. The said amount of compensation shall be calculated immediately prior the date on which the actual nationalisation, expropriation or sequestration has been announced or made public.

2. Compensation will be considered as actual if it has been paid in the same currency in which the investment has been made by the foreign investor, in as much as such currency is - or remains - convertible or, otherwise, in any other currency accepted by the investor.

3. Compensation will be considered as timely if it takes place without undue delay, and at all events, within nine months, in the currency in which the investment capital was contributed or in a freely convertible currency including accrued interest payable on current commercial lending rate from the date of nationalisation or expropriation to the date of payment.

4. The exchange rate applicable to any such compensation shall be that prevailing on the date immediately prior to the moment in which nationalisation or expropriation has been announced or made pubblic.

5. An investor of either Party that asserts that all or part of his investment has been expropriated shall have a right to prompt review by appropriate judicial or administrative Authorities of the Party where the investment has been effected, to determine whether any such expropriation has occurred and, if so, whether such expropriation and any compensation thereof, conforms to the principles of international rules and regulations and to decide all the matters relating thereto.

6. Should investors of one of the Contracting Parties incur losses or damages on their investments on the territory of the other Contracting Party due to war, other forms of armed conflict, a state of emergency, civil strife or other similar events, the Contracting Party in which the investment has been effected shall offer adequate compensation in respect of such losses or damages, irrespective whether such losses or damages have been caused by governmental forces or other subjects. Compensation payments shall be freely transferable without undue delay. The investors concerned shall receive the same treatment as the nationals of the other Contracting Party and, at all events, no less favourable than investors of a Third State.

Article 6

SUBROGATION

1. Where one Contracting Party has granted any financial guarantee against non-commercial risks in regard to an investment by one of its investors in the territory of the other Contracting Party, the latter shall recognise the rights of the first Contracting Party by the virtue of the principle of subrogation to the rights of the investor when payment has been made under this guarantee by the first Contracting Party.

2. With regard to the transfer of payments referred in Sub Article 1 of this provision, the provisions of Article 4 and with regard to the right and value of compensation the provisions of Article 5 of this Agreement shall apply.

Article 7

SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN

INVESTORS AND CONTRACTING PARTIES

1. Any dispute which may arise between one of the Contracting Parties and an investor of the other Contracting Party on investments, including disputes relating to the amount of compensation, shall be settled amicably, as far as possible.

2. In case the investor and one entity of one of the Parties have stipulated an investment agreement, the procedure foreseen in such investment agreement shall apply.

3. In the event that such dispute cannot be settled amicably within six months from the date of the written application for settlement, the investor in question may submit at his choice the dispute for settlement to:

a) the Contracting Party's Court having territorial jurisdiction;

b) an ad hoc Arbitral Tribunal, in compliance with the arbitration regulations of UN Commission on the International Trade Law (UNCITRAL) and the host Contracting Party undertakes hereby to accept the reference to said arbitration.

4. Under Article 7(3)(b), arbitration shall be conducted in accordance with the arbitration standards of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) as well as pursuant to the following provisions:

A) the Arbitration Tribunal shall be composed of three arbitrators; if they are not nationals of either Contracting Party, they shall be nationals of States having diplomatic relations with both Contracting Parties. The appointment of arbitrators, when necessary pursuant to the UNCITRAL Rules, will be made by the President of the Arbitration Institute of the Stockholm Chamber, in his capacity as Appointing Authority. The arbitration will take place in Stockholm, unless the two parties in the arbitration have agreed otherwise.

B) When delivering its decision, the Arbitration Tribunal shall in any case apply also the provisions contained in this Agreement, as well as the principles of international law recognised by the two contracting Parties. The recognition and implementation of the arbitration decision in the territory of the Contracting Parties shall be governed by their respective national legislation, in compliance with the relevant international Conventions they are parties to.

Article 8

SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN THE CONTRACTING PARTIES

1. Any dispute which may arise between the Contracting Parties to the interpretation and application of this Agreement shall, as far as possible, be settled amicably through diplomatic channels.

2. In the event that the dispute can not be settled within six months on the date on which one of the Contracting Party notifies, in writing, the other Contracting Party, the dispute shall, at the request of one of the Contracting Parties, be laid before an ad hoc Arbitration Tribunal as provided in this Article.

3. The Arbitration Tribunal shall be constitued in the following manner: within two months from the moment on which the request for arbitration is received, each of the two Contracting Parties shall appoint a member of the Tribunal. The two members shall then choose a national of a Third State to serve as a President. The President shall be appointed within three months from the date on which the other two members are appointed.

4. If, within the period specified in paragraph 3 of this Article, the appointments have not been made, each of two Contracting Parties can, in default of other arrangements, ask the President of the International Court of Justice to make the appointment. In the event that the President of the Court is a national of one of the Contracting Parties or it is, for any reason, impossible for him to make the appointment, the application shall be made to the Vice-President of the Court. If the Vice-President of the Court is a national of one of the Contracting Parties, or is unable to make the appointment for any reason, the most senior member of the International Court of Justice, who is not a national of one of the Contracting Parties, shall be invited to make the appointment.

5. The Arbitration Tribunal shall rule with a majority vote and its decision shall be binding. Both Contracting Parties shall pay the costs of their own arbitration and of their representative at the hearings. The President's costs and any other costs shall be divided equally between the Contracting Parties.The Arbitration Tribunal shall lay down its own procedures.

Article 9

RELATIONS BETWEEN GOVERNMENTS

This Agreement shall be in force irrespective of whether or not diplomatic or consular relations exist between the two Contracting Parties.

Article 10

APPLICATION OF OTHER PROVISIONS

1. If a matter is governed both by this Agreement and by another international agreement to which both Contracting Parties are signatories, or by general international law provisions, the most favourable provisions shall be applied to the Contracting Parties and their investors.

2. Whenever the treatment accorded by one Contracting Party to investors of the other Contracting Party, according to its laws and regulations or other provisions or specific contract or investment permissions or agreement, is more favourable than that provided under this Agreement, the most favourable treatment shall apply.

3. This agreement shall not derogate from obligations assumed by either Party, including those contained in an investment agreement or an investment permission, that entitle investments or associated activities to a treatment more favourable than that accorded by this Agreement in like situations.

4. Without prejudice to Article 5 of this Agreement, whenever after the entry into force of the present Agreement, a modification should take place in the actual legislation of both Contracting Parties, on whose territory the investment has been carried out, which is incompatible with the provisions of the present Agreement, the present Agreement shall remain in force for a period of five years and the acquired rights of the investors under previous legislation shall not be affected.

Article 11

APPLICATION OF THE AGREEMENT

The provisions of this Agreement shall apply to all investments effected by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party since the entry into force of the Investment Proclamation No. 18/1991 of 31st December 1991, of the State of Eritrea.

Article 12

ENTRY INTO FORCE

This Agreement shall enter into force on the day when both Contracting Parties have notified each other that they have complied with their respective internal or constitutional procedures for the conclusion and entry into force of this Agreement.

Article 13

DURATION

1. This Agreement shall remain binding for a period of 10 (ten) years. Unless written notice of termination is given 6 (six) months before the expiration of this period, this Agreement shall be considered as renewed on the same terms for a further period of 5 (five) years, and so forth.

2. In case of official notice as to the termination of the present Agreement, the investment laws of the Contracting Party and investment related conventions the concerned Parties acceded to shall apply.

3. In case of investments effected prior to the expiring date, as provided under paragraph 1 of this Article, the provisions of Articles 1 to 10 shall remain effective for a further period of five years after the aforementioned date.

In witness thereof the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done in Rome (Italy), this 6th February, 1996, in two originals, in Italian and English languages, all texts being equally authentic. In case of any divergence, the English text shall prevail.

FOR THE GOVERNMENT
OF THE ITALIAN REPUBLIC

FOR THE GOVERNMENT
OF THE STATE OF ERITREA

PROTOCOL

On signing the Agreement between the Government of the Italian Republic and the Government of the State of Eritrea on the Promotion and Protection of Investments, the Contracting Parties also agreed on the following clauses, which shall be deemed to form an integral part of the Agreement.

1. General Provision

This Agreement and all provisions thereof referred to "Investments", provided they are made in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory the investment is made, apply as well to the following associated activities:

the organisation, control, operation, maintenance and disposition of companies, branches, agencies, offices, factories or other facilities for the conduct of business; the making and performance of contracts; the acquisition, use, protection and disposition of property of all kinds including intellectual property; the borrowing of funds; the purchase, issuance and sale of equity shares and other securities; and the purchase of currency for imports.

"Associated activities" also include, inter alia:

I. the granting of franchises or rights under licenses;

II. the receipt of registrations, licenses, permits and other approvals necessary for the conduct of commercial activity which shall in any event be issued expeditiously, as provided for in the legislation of the Contracting Party;

III. access to financial institutions in any currency, and to credits and currency markets;

IV. access to funds held in financial institutions;

V. the importation and installation of equipment necessary for the normal conduct of business affairs, including, but not limited to, office equipment and automobiles, and the export of any equipment and automobiles so imported;

VI. the dissemination of commercial information;

VII. the conduct of market studies;

VIII. the appointment of commercial representatives, including agents, consultants and distributors and their participation in trade fairs and other promotional events;

IX. the marketing of goods and services produced by the investor, including through internal distribution and marketing systems, as well as by advertising and direct

contact with natural and legal persons of the host Contracting Party;

X. payment for goods and services in local currency;

XI. leasing services.

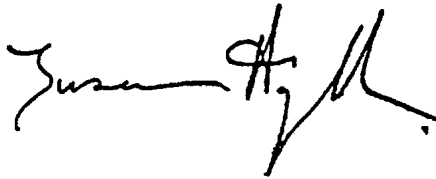
2. Other Provisions

a) A Contracting Party (or its agencies or instrumentalities) may stipulate with investors of the other Contracting Party, who carry out investment of national interest in the territory of the Contracting Parties, an investment agreement which will govern the specific legal relationship related to said investment.

b) Neither of the Contracting Parties will set any condition for the creation, the expansion or the continuation of investments, which may imply the taking over or the imposing of any limitation to the sale of the products and services on domestic and international markets, or which specifies that goods must be procured locally, or similar conditions in accordance to the laws and regulations of the Contracting Parties.

c) Each Contracting Party will provide effective means of asserting claims and enforcing rights with respect to investments and investment agreements.

d) The nationals of either Contracting Party authorised to work in the territory of the other Contracting Party in connection with an investment as per this Agreement, shall have the right to adequate working conditions for the carrying out of their professional activities, in accordance with the laws and regulations of the host Contracting Party.

e) According to its laws and regulations, each Contracting Party shall govern as favourably as possible the problems connected with the entry, stay, work and movement in its territory of nationals of the other Contracting Party, and members of their families, performing activities related to investments under this Agreement.

f) Legal persons constituted under the applicable laws or regulations of one Contracting Party, which are owned or controlled by investors of the other Contracting Party, shall be permitted to engage managerial personnel of their choice, regardless of nationality, in accordance with the laws and regulations of the host Contracting Party.

g) All the activities relating to the procurement, sale and transport of raw and processed materials, energy, fuels and production means, as well as any other kind of operation related to them and somehow linked to entrepreneurial activities under this Agreement, shall be accorded, in the territory of each Contracting Party, no

less favourable treatment than the one accorded to similar activities and initiatives taken by investors of the host Contracting Party or investors of Third States.

In WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.
Done in Rome (Italy), this 6th day of February, one thousand nine hundred and ninety six, in two originals, one in Italian and one in English, the two texts being equally authentic.In case of any divergence, the English text shall prevail.

FOR THE GOVERNMENT
OF THE ITALIAN REPUBLIC

FOR THE GOVERNMENT
OF THE STATE OF ERITREA

ACCORDO
TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA
E IL GOVERNO DELLO STATO DI ERITREA
IN MATERIA DI PROMOZIONE E
PROTEZIONE DEGLI INVESTIMENTI

Il Governo della Repubblica Italiana e il Governo dello Stato di Eritrea, di seguito denominati Parti Contraenti, desiderando intensificare la cooperazione economica tra i due Paesi secondo condizioni di imparzialità e con vantaggi reciproci;

volendo creare condizioni favorevoli alla cooperazione economica e volendo accrescere quest'ultima promuovendo gli investimenti da parte di persone fisiche e giuridiche appartenenti ad una Parte Contraente nel territorio dell'altra Parte;

convenendo che per creare e mantenere condizioni che assicurino stabilità agli investimenti e che consentano uno sfruttamento efficace delle risorse economiche occorre trattare gli investimenti in modo giusto ed equo;

riconoscendo che l'adozione di misure promozionali siano di stimolo agli investimenti e incrementino la prosperità delle Parti Contraenti;

Pertanto, le Parti Contraenti stabiliscono quanto segue:

ARTICOLO 1
DEFINIZIONI

Ai fini del presente Accordo, ai termini di seguito riportati viene attribuito il significato rispettivamente indicato:

1. Il termine "Investimento" si riferisce ad ogni specie di bene patrimoniale investito da un investitore di una delle Parti Contraenti nel territorio dell'altra Parte

Contraente, in conformità alla legislazione di tale Parte Contraente, sotto ogni veste legale. Questo termine comprende in particolare, ma non esclusivamente:

a) beni mobili ed immobili e diritti di proprietà in rem, inclusi i diritti reali di garanzia su beni di Terzi, nella misura in cui tali beni possono essere oggetto di investimenti in conformità alle leggi e norme previste dalle Parti Contraenti;

b) azioni, obbligazioni, partecipazioni azionarie o altri titoli di credito, nonché titoli di Stato e titoli pubblici in generale;

c) crediti relativi a somme di denaro o altri diritti a cui si riconosca un valore economico in relazione a un investimento , nonché reinvestimento di redditi e di plusvalenze;

d) copyright, marchi commerciali registrati, brevetti, progetti industriali e altri diritti su opere dell'ingegno e su opere industriali, know-how, segreti commerciali, nomi depositati e avviamento commerciale;

e) diritti economici spettanti per legge o per contratto e licenze e concessioni esclusive ottenute in virtù delle disposizioni previste e attualmente in vigore per le attività economiche, ivi incluso il diritto di esplorare, estrarre e sfruttare le risorse naturali;

f) gli incrementi di valore degli investimenti originari.

Eventuali modifiche introdotte nella forma degli investimenti non ne alterano la natura.

2. "Investitore" è qualunque persona fisica o giuridica appartenente ad una Parte contraente che effettui degli investimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente. Sono comprese le consociate all'estero, le società affiliate e le filiali su cui le suddette persone fisiche o giuridiche esercitano una qualche forma di controllo.

3. Il termine "persona fisica", con riferimento alle due Parti Contraenti, si riferisce alle persone fisiche che abbiano la nazionalità dell'uno o dell'altro Paese in conformità alle leggi vigenti.

4. Con riferimento alle due Parti Contraenti con il termine "persona giuridica" si intende qualunque entità formalmente riconosciuta con sede legale nell'uno o nell'altro Paese. Sono comprese le istituzioni pubbliche, gli enti giuridici, i partenariati, le fondazioni e le associazioni, qualunque

sia la veste legale - società a responsabilità limitata, o altra.

5."Reddito" si definiscono i ritorni sugli investimenti, in particolare i profitti, gli interessi, redditi da interessi, plusvalenze, dividendi, royalty o somme corrisposte per servizi di assistenza, servizi tecnici nonché pagamenti in natura in conformità con la legislazione che ne regola le modalità di svolgimento della Parte Contraente sul cui territorio è stato effettuato l'investimento.

6. Il termine "territorio" si riferisce al territorio (e al mare territoriale) su cui le Parti Contraenti esercitano sovranità, diritti sovrani o giurisdizionali applicati in conformità alle leggi esistenti nel diritto internazionale e alle consuetudini internazionalmente riconosciute.

7."Accordo di investimento" è un accordo tra una Parte - o tra i propri organismi governativi o Enti parastatali - e un investitore dell'altra Parte Contraente stipulato con il fine di realizzare un investimento, in ottemperanza a quanto previsto dal presente Accordo.

ARTICOLO 2

PROMOZIONE

1. Le Parti Contraenti adotteranno, ognuna nel proprio territorio, misure atte a incoraggiare e promuovere, quanto più possibile, gli investimenti da parte dei rispettivi investitori e provvederanno a permettere tali investimenti conformemente alle proprie leggi e normative vigenti.

2. Quando una Parte Contraente avrà permesso un investimento nell'ambito del proprio territorio, concederà anche le agevolazioni relative a detto investimento.

ARTICOLO 3

PROTEZIONE

1. Ciascuna Parte Contraente garantirà all'interno del proprio territorio un trattamento equo ed imparziale nei confronti degli investimenti effettuati dagli investitori dell'altra Parte Contraente. In tutti i casi, ciascuna Parte Contraente concederà all'investitore dell'altra Parte Contraente un trattamento non meno favorevole rispetto a

quello concesso all'investimento effettuato dai residenti nel proprio territorio o da investitori di un terzo stato secondo la legislazione e le normative in vigore.

2. Ciascuna Parte Contraente proteggerà, all'interno del proprio territorio, gli investimenti effettuati da parte di investitori dell'altra Parte Contraente secondo il diritto e le normative vigenti e non ostacolerà, tramite misure irragionevoli o discriminatorie, la gestione di tali investimenti, la loro manutenzione, utilizzo, godimento, ampliamento, vendita e, nel caso in cui ciò dovesse verificarsi, la liquidazione degli stessi.

3. Qualunque siano le circostanze in cui potranno verificarsi tali investimenti, per quanto attiene ai posti di lavoro, verrà data la precedenza, nella misura del possibile, ai residenti nello Stato della Parte in cui viene effettuato l'investimento secondo le leggi e le normative in vigore.

4. Le disposizioni di cui al punto 1), 2) e 3) di questo Articolo non si riferiscono a vantaggi e privilegi che una Parte Contraente può accordare ad un investitore di uno Stato terzo in virtù della propria appartenenza ad una Unione Economica, ad una Area di Libero Scambio, ad una Unione Doganale, ad un Mercato Comune o in virtù di un Accordo volto a facilitare il commercio transfrontaliero.

ARTICOLO 4

RIMESSA DI VALUTA ESTERA

1. Ciascuna Parte Contraente, in conformità al diritto e alle normative vigenti, dovrà garantire agli investitori dell'altra Parte Contraente, la possibilità di trasferire, senza ritardi ingiustificati, somme di denaro (in particolare ma non esclusivamente quelle elencate qui appresso) in qualunque valuta convertibile al tasso prevalente o corrente applicabile alla data in cui l'investitore richieda tale trasferimento, una volta adempiuti gli obblighi fiscali previsti dalle norme e regolamenti del Paese in cui l'investimento viene effettuato:

a) capitale iniziale e aggiuntivo, incluso il reddito reinvestito;

b) qualunque utile maturato dall'investimento;

c) i proventi derivanti dalla vendita o dalla liquidazione dell'investimento;

d) i pagamenti relativi al servizio del debito per prestiti esteri contratti tramite fonti esterne se già notificati alla Parte Contraente, in conformità con la legislazione e le normative del Paese in cui viene effettuato l'investimento;

e) remunerazioni e indennità versate ai residenti nello stato dell'altra Parte Contraente per opere e servizi prestati in relazione ad un investimento effettuato nel territorio di quest'ultima.

ARTICOLO 5

GARANZIA

1. Agli investimenti dovrà sempre essere garantito un trattamento equo e imparziale. Essi dovranno anche godere di protezione e sicurezza complete e non dovranno essere soggetti a nazionalizzazione, esproprio, confisca o a qualunque altra misura avente effetto equivalente nel territorio dell'altra Parte Contraente, eccezion fatta per scopi di interesse pubblico o nazionale. In quest'ultimo caso dovrà essere corrisposta immediatamente una somma di denaro a compensazione totale e reale dell'investimento, e la misura decisa dovrà essere presa secondo criteri di imparzialità e in piena conformità con la legge. Occorrerà accertare infine che siano prese le misure necessarie per una compensazione adeguata e reale.
L'ammontare del compenso dovrà essere versato nella valuta del paese di origine dell'investimento e dovrà essere corrisposto senza ritardi alla persona autorizzata a tale scopo, indipendentemente dalla sua residenza o domicilio. La valutazione di tale compenso verrà calcolata sulla base di equi valori di mercato prevalenti nel luogo dove è stato effettuato l'investimento. L'ammontare di tale compenso dovrà essere calcolato secondo i parametri in vigore alla data immediatamente precedente l'annuncio o notifica della nazionalizzazione, esproprio o sequestro.

2. La compensazione verrà considerata come effettuata nel caso in cui venga corrisposta nella stessa valuta in cui è stato effettuato l'investimento da parte dell'investitore estero, nella misura in cui tale valuta sia, o resti, convertibile o, altrimenti, in qualunque altra valuta accettata dall'investitore.

3. La compensazione si considererà effettuata nei tempi dovuti qualora venga corrisposta senza ritardi ingiustificati e comunque entro nove mesi, nella valuta in cui è stato versato il capitale di investimento, o in una valuta liberamente convertibile; essa comprenderà altresì gli interessi maturati nel periodo di tempo intercorrente tra la data della nazionalizzazione o dell'esproprio e la data di pagamento. Tali interessi saranno calcolati al corrente tasso di interesse ufficiale praticato per prestiti commerciali.

4. Il tasso di cambio applicabile a tale compensazione sarà quello prevalente alla data immediatamente precedente il momento in cui sia stato annunciato o reso noto l'esproprio o nazionalizzazione.

5. Un investitore di una delle Parti che affermi che il proprio investimento è stato oggetto di esproprio in tutto o in parte avrà diritto ad una immediata verifica da parte delle Autorità amministrative o giudiziarie competenti della Parte in cui è stato effettuato l'investimento, in modo tale da determinare se tale esproprio si sia effettivamente verificato e, in caso affermativo, se tale esproprio, o la sua eventuale compensazione, sia conforme ai principi delle normative e dei regolamenti internazionali; tale Autorità dovrà inoltre deliberare su tutte le questioni attinenti.

6. Nel caso in cui gli investitori di una delle Parti Contraenti dovessero sostenere perdite o danni nel loro investimento sul territorio dell'altra Parte Contraente a causa di guerre, altre forme di conflitto armato, stato di emergenza, guerra civile o eventi simili, la Parte Contraente in cui è stato effettuato l'investimento offrirà una compensazione adeguata relativa a tali perdite o danni, indipendentemente dal fatto se tali perdite o danni siano stati causati da forze governative o da altri soggetti. I pagamenti relativi alla compensazione dovranno essere liberamente trasferibili senza ingiustificato ritardo. Gli investitori in questione riceveranno lo stesso trattamento dei residenti dell'altra Parte Contraente e comunque un trattamento non meno favorevole rispetto agli investitori di uno stato terzo.

ARTICOLO 6

SURROGAZIONE

1. Nel caso in cui un Parte Contraente abbia concesso una garanzia finanziaria contro rischi non-commerciali relativi ad un investimento da parte di uno dei suoi investitori nel territorio dell'altra Parte Contraente, quest'ultima

riconoscerà i diritti della prima Parte Contraente in forza del principio di surrogazione ai diritti dell'investitore, una volta che la prima parte Contraente abbia effettuato il pagamento secondo la presente garanzia.

2. Relativamente al trasferimento dei pagamenti di cui al Comma 1 di questa disposizione si applicherà quanto stabilito nell'Articolo 4 e, relativamente al diritto ed al valore della compensazione, si applicheranno le disposizioni dell'Articolo 5.

ARTICOLO 7

SOLUZIONE DI CONTROVERSIE TRA INVESTITORI E PARTI CONTRAENTI

1. Nel caso di controversie insorte tra una delle Parti Contraenti e un investitore dell'altra Parte sugli investimenti, ivi comprese eventuali dispute relative all'ammontare della compensazione, queste verranno risolte per quanto possibile in via amichevole.

2. Nel caso in cui un investitore ed una entità di una delle Parti abbiano concluso un accordo di investimento, si applicherà la procedura prevista in tale accordo di investimento.

3. Nel caso in cui non sia possibile risolvere la controversia in via amichevole entro sei mesi dalla data di richiesta scritta di soluzione, l'investitore in questione potrà ricorrere a propria scelta a:

a) il Tribunale della Parte Contraente con giurisdizione territoriale;

b) un Tribunale Arbitrale ad hoc, conforme con le normative arbitrali della Commissione delle Nazioni Unite sul Diritto Commerciale Internazionale (UNCITRAL). La Parte Contraente ospite si impegna ad accettare il ricorso a tale arbitrato.

4. Secondo il disposto dell'articolo 7 comma 3, punto b), un eventuale arbitrato verrà condotto conformemente alle misure arbitrali previste dalla Commissione delle Nazioni Unite sul Diritto del Commercio Internazionale (UNCITRAL) e alle disposizioni indicate qui di seguito:

A) Il Collegio Arbitrale sarà composto da tre arbitri i quali, se non sono cittadini di una o dell'altra Parte Contraente saranno cittadini di Paesi che abbiano relazioni diplomatiche con entrambe le Parti Contraenti. La nomina degli arbitri, se necessario secondo quanto previsto dalle Norme UNCITRAL, viene fatta dal Presidente dell'Istituto di Arbitrato della Camera di Stoccolma nella sua qualità di Autorità a cui si è riconosciuto questo compito. L'arbitrato avrà luogo a Stoccolma a meno che le due Parti non abbiano deciso altrimenti.

B) Nell'emettere la propria decisione, il Collegio Arbitrale terrà conto anche delle disposizioni contenute nel presente Accordo, nonchè dei principi di diritto internazionale riconosciuti dalle due Parti Contraenti. L'accoglimento e l'attuazione della decisione arbitrale nei territori delle Parti Contraenti saranno soggetti alle rispettive legislazioni nazionali, nonchè alle Convenzioni internazionali di cui sono firmatarie.

ARTICOLO 8

COMPOSIZIONE DI CONTROVERSIE TRA LE PARTI CONTRAENTI

1. Le controversie che possano insorgere tra le Parti Contraenti relativamente all'interpretazione e all'applicazione del presente Accordo dovranno, nella misura del possibile, trovare soluzione in via amichevole tramite canali diplomatici.

2. Nel caso in cui la controversia non possa essere risolta entro sei mesi dalla data in cui una delle Parti Contraenti abbia inviato notifica per iscritto all'altra Parte Contraente, su richiesta di una delle Parti la controversia sarà presentata ad un Tribunale Arbitrale ad hoc, secondo quanto previsto nel presente Articolo.

3. Il Tribunale Arbitrale verrà costituito come di seguito descritto: entro due mesi dalla ricezione della richiesta di arbitrato, ciascuna delle due Parti Contraenti dovrà nominare un membro del Tribunale. I due membri sceglieranno quindi un cittadino di un terzo stato che fungerà da Presidente. Il Presidente sarà nominato entro tre mesi dalla data di nomina degli altri due membri.

4. Qualora entro il periodo specificato al paragrafo 3 del presente articolo le nomine non siano state effettuate, in mancanza di ulteriori accordi, ciascuna delle due Parti Contraenti potrà richiedere al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia di effettuare tali nomine. Nel caso in cui il Presidente della Corte sia cittadino dello stato di appartenenza di una delle Parti Contraenti o qualora egli non possa effettuare la nomina per qualunque ragione, verrà presentata richiesta al Vicepresidente della Corte. Nel caso in cui il Vicepresidente della Corte sia cittadino dello stato di appartenenza di una delle Parti Contraenti o qualora egli non possa effettuare la nomina per qualunque ragione, il membro più anziano della Corte Internazionale di Giustizia che non sia cittadino dello stato di appartenenza di una delle Parti Contraenti verrà invitato ad effettuare la nomina.

5. Il Tribunale Arbitrale deciderà a maggioranza e la sua decisione sarà vincolante. Entrambe le Parti Contraenti sosterranno le spese del proprio arbitrato e le spese di partecipazione del loro rappresentante alle udienze. I costi relativi al Presidente e ogni altro costo verrà suddiviso in parti uguali tra le Parti Contraenti.
Il Tribunale Arbitrale stabilirà le proprie procedure operative.

ARTICOLO 9

RAPPORTI TRA I GOVERNI

Il presente Accordo avrà valore a prescindere dall'esistenza di rapporti diplomatici o consolari tra le due Parti Contraenti.

ARTICOLO 10

APPLICAZIONE DI ALTRE DISPOSIZIONI

1. Nel caso in cui una questione è regolata sia dal presente Accordo che da altro accordo internazionale di cui entrambi le Parti Contraenti sono firmatarie, o se si tratta di materia regolata da disposizioni di diritto internazionale generale, alle Parti Contraenti e ai loro investitori si applicheranno le disposizioni più favorevoli.

2. Ogni qualvolta il trattamento accordato da una delle Parti Contraenti agli investitori dell'altra Parte

Contraente, in ottemperanza alle propria legislazione e normative o in ragione di altre disposizioni o di disposti di contratti specifici o permessi di investimento o di altri contratti di investimento, è più favorevole rispetto a quanto previsto dal presente Accordo, avrà valore il trattamento più favorevole.

3. Il presente accordo non consente deroghe da obblighi assunti dalle Parti Contraenti, ivi inclusi gli obblighi previsti in contratti di investimento, o permessi di investimento, che riconoscano agli investimenti e attività ad essi associate un trattamento più favorevole di quello previsto dal presente Accordo in situazioni analoghe.

4. Senza pregiudizio dell'Articolo 5 di questo Accordo, qualora dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, intervenga una modifica nella legislazione esistente in ciascuna delle Parti Contraenti, nel cui territorio l'investimento sia stato effettuato, che sia incompatibile con le disposizioni del presente Accordo, il presente Accordo rimarrà in vigore per un periodo di cinque anni ed i diritti acquisiti da un investitore in forza della precedente legislazione non subiranno pregiudizi.

ARTICOLO 11

APPLICAZIONE DELL'ACCORDO

Le disposizioni di questo Accordo verranno applicate a tutti gli investimenti effettuati da investitori di una Parte Contraente nel territorio dell'altra Parte Contraente dal momento dell'entrata in vigore del Proclama degli Investimenti No. 18/1991 del 31 dicembre 1991 dello Stato di Eritrea.

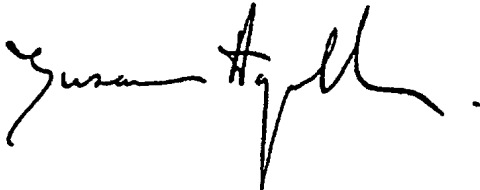
ARTICOLO 12

VALIDITA'

Il presente Accordo avrà valore dalla data in cui le Parti Contraenti si notificano reciprocamente che sono state adempiute tutte le procedure interne o costituzionali previste per la stipula e entrata in vigore dell'Accordo stesso.

ARTICOLO 13

SCADENZA

1. Il presente Accordo avrà validità per la durata di 10 (dieci) anni. Se non viene notificata la cessazione dell'Accordo 6 (sei) mesi prima della data di scadenza prevista, l'Accordo stesso si intenderà automaticamente prorogato, alle stesse condizioni, per un ulteriore periodo di 5 (cinque) anni, e così successivamente.

2. Nel caso di notifica ufficiale della cessazione del presente Accordo, saranno valide le leggi sugli investimenti della Parte Contraente e gli accordi sugli investimenti a cui avranno aderito le Parti interessate.

3. Nel caso di investimenti effettuati prima della data di scadenza, secondo quanto previsto al comma 1 del presente articolo, le disposizione contenute negli articoli da 1 a 10 rimarranno in vigore per un ulteriore periodo di cinque anni dopo la suddetta data.

A testimonianza di quanto sopra i sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma (Italia), il 6 febbraio 1996, in due originali, in lingua italiana e inglese, entrambi facenti egualmente fede. In caso di divergenza, prevarrà il testo inglese

Per il Governo della Repubblica Italiana

Per il Governo dello Stato di Eritrea

PROTOCOLLO

All'atto della firma dell'Accordo tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo dello Stato di Eritrea sulla Promozione e Protezione degli Investimenti, le Parti Contraenti hanno altresì convenuto sulle clausole seguenti, le quali costituiscono parte integrante dell'Accordo medesimo.

1. Clausola Generale

Il presente Accordo e tutte le disposizioni in esso contenute che si riferiscono agli "Investimenti", purché conformi alla legislazione in vigore nel territorio della Parte Contraente dove è stato effettuato l'investimento stesso, si applicheranno anche alle seguenti attività ad esso associate:

organizzazione, controllo, gestione, manutenzione e possibilità di disporre di aziende, filiali, agenzie, uffici, fabbriche o altri impianti necessari allo svolgimento delle attività; la stipula ed esecuzione di contratti; l'acquisto, uso, protezione e possibilità di disporre di beni di ogni tipo ivi incluse le opere dell'ingegno, l'acquisizione di finanziamenti; l'acquisto, emissione e vendita di partecipazioni azionarie e di altri titoli; e l'acquisto di valuta per le importazioni.
Le "attività associate" includono, tra l'altro:

I. la concessione di franchise o diritti su licenza

II. accoglimento di domande di registrazione, licenze, permessi e altre autorizzazioni necessarie allo svolgimento delle attività commerciali, che verranno rilasciati prontamente secondo le modalità previste dalla legislazione delle Parti Contraenti;

III. accesso ai servizi finanziari in qualunque valuta nonché al credito e al mercato valutario;

IV. accesso ai finanziamenti messi a disposizione dagli istituti finanziari;

V. importazione e installazione delle attrezzature necessarie al normale svolgimento delle attività commerciali, ivi inclusi, ma non soltanto, gli arredi per gli uffici e mezzi di trasporto, e la riesportazione degli arredi e mezzi di trasporto così importati;

VI. circolazione di informazioni commerciali;

VII. svolgimento di analisi di mercato;

VIII. nomina di rappresentanti commerciali, inclusi gli agenti, consulenti e distributori e loro partecipazione nelle fiere commerciali e in altri eventi promozionali;

IX. commercializzazione dei beni e servizi prodotti dall'investitore, avendo accesso alla rete distributiva interna e ai sistemi di marketing nonché accesso alla pubblicità e contatti diretti con persone fisiche e giuridiche della Parte Contraente che ospita tali investimenti;

X. pagamento per i beni e servizi in valuta locale;

XI. servizi di leasing;

2. Altre Clausole

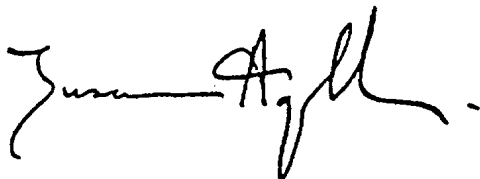
a) Una Parte Contraente (o i propri enti statali o parastatali) ha facoltà di stipulare con investitori dell'altra Parte Contraente, che svolgono investimenti di interesse nazionale nei territori delle Parti Contraenti, accordi di investimento che regoleranno tutti i rapporti legali associati all'investimento in questione.

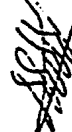
b) Le Parti Contraenti si asterranno dall'imporre condizioni volte a creare, accrescere o protrarre gli investimenti che prevedano l'assunzione del controllo o l'imposizione di limiti alla vendita di prodotti e servizi sui mercati nazionali e internazionali, o che vincolino l'investitore ad acquistare i prodotti da aziende locali, o altre condizioni analoghe in conformità alle leggi e normative vigenti nelle Parti Contraenti.

c) Ciascuna Parte Contraente fornirà mezzi efficaci per far valere le proprie pretese e per esercitare i propri diritti relativamente agli investimenti ed agli accordi di investimento.

d) I cittadini di una Parte Contraente autorizzati a lavorare nel territorio dell'altra Parte Contraente ai fini della realizzazione di un investimento secondo quanto previsto dal presente Accordo, avranno diritto a condizioni di lavoro adeguate allo svolgimento delle loro attività professionali, conformemente alla legislazione e alla normativa vigente nella Parte Contraente di cui sono ospiti.

e) Conformemente alla propria legislazione e normative ciascuna Parte Contraente vorrà trattare nel modo più favorevole possibile i problemi relativi all'ingresso, soggiorno, lavoro e movimento sul proprio territorio dei cittadini dell'altra Parte Contraente, nonché dei loro

familiari, impegnati nell'esecuzione di attività relative agli investimenti previsti dal presente Accordo.

f) Le persone giuridiche istituite conformemente alla legislazione e normativa in vigore in una Parte Contraente che sono di proprietà di, o controllate da, investitori dell'altra Parte Contraente, avranno il permesso di assumere personale dirigente di propria scelta, a prescindere dalla nazionalità degli stessi, in conformità alla legislazione e normative vigenti nel paese che li ospita.

g) A tutte le attività relative all'acquisizione, vendita e trasporto di materie prime e di prodotti lavorati, energia, combustibili e mezzi di produzione, nonché a qualunque tipo di operazione legata a tali attività e connessa in qualche modo alle attività imprenditoriali previste dal presente Accordo, verrà riservato, nel territorio di ciascuna delle Parti Contraenti, un trattamento non meno favorevole rispetto a quello accordato ad attività e iniziative analoghe intraprese da investitori della Parte Contraente di cui si è ospiti o da investitori di Paesi terzi.

A testimonianza di quanto sopra, i sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 6 febbraio millenovecentonovantasei, in due originali, in lingua italiana e inglese. Entrambi i testi hanno valore di autenticità. In caso di divergenza, prevarrà il testo inglese.

Per il Governo della Repubblica Italiana

Per il Governo dello Stato di Eritrea

H. 14

L'Ambasciatore d'Italia

Asmara, 20 APR. 1999

Prot.n. 1377

Dear Mister Minister,

I wish to draw your kind attention on the Agreement on the "Reciprocal Promotion and Protection of Investments" signed by our two Governments in Rome in February 1996.

During the current process of ratification of the Agreement, the Italian Government has expressed the wish that the Article 3 Par.4 be rephrased as follows:

"If a Contracting Party accords special advantages to investors of any third State by virtue of an agreement including establishing an economic union, free trade area, customs union or a common market or by virtue of an agreement on the avoidance of double taxation and to facilitate transborder trade, it shall not be obliged to accord such advantages to the investors of the other Contracting Party."

I would be very greatful if the Eritrean Government could formally express its agreement on the proposed amendment, which would become integral part of the Agreement.

Thanking you in advance for your cooperation please accept, Mister Minister, the senses of my highest consideration.

Antonio Bandini

Ambassador of Italy

H.E. Ghebresellassie Yosief
Minister of Finance
Asmara

TRADUZIONE NON UFFICIALE

L'Ambasciatore d'Italia

Asmara, 20 aprile 1999
Prot. n. 1177

Egregio Signor Ministro,

Desidero attirare la sua cortese attenzione sull'Accordo sulla "Reciproca Promozione e Protezione degli Investimenti" firmato dai nostri due Governi a Roma nel febbraio 1996.

Nel corso dell'attuale processo di ratifica dell'Accordo, il Governo Italiano ha espresso il desiderio che l'Articolo 3, paragrafo 4, sia riformulato come segue:

> "Qualora una Parte Contraente conceda vantaggi speciali agli investitori di qualunque Stato terzo in virtù di un accordo, compresa l'istituzione di un'unione economica, di un'area di libero scambio, di un'unione doganale o di un mercato comune, ovvero in virtù di un accordo per evitare la doppia imposizione e facilitare il commercio transfrontaliero, esso non sarà obbligato a concedere tali vantaggi agli investitori dell'altra Parte Contraente."

Sarei molto grato se il Governo Eritreo potesse formalmente esprimere il suo accordo sull'emendamento proposto, che diventerebbe parte integrante dell'Accordo.

Nel ringraziarLa anticipatamente della collaborazione, la prego di accettare, Signor Ministro, i sensi della mia più alta considerazione.

(F.to: Antonio Bandini)
Ambasciatore d'Italia

S.E. Ghebresellassie Yosief
Ministro delle Finanze
Asmara

ሃገረ ኤርትራ
ሚኒስትሪ ፋይናንስ

دولة إرتريا
وزارة المالية

The State of Eritrea
Ministry of Finance

26.04.99
MCF/MO/IS/499/99

H.E. Ambassador Antonio Bandini,
Embassy of Italy
Asmara

Dear Mister Ambassador,

I acknowledge receipt of your letter dated 20 April 1999 Prot.n. 1177 pertaining to the Italian Government proposed amendment of the Agreement on the "Reciprocal Promotion and Protection of Investments" signed by our two Governments in February 1996.

This is to inform you that Eritrea concurs with the amendment of Article 3 par. 4 of the above stated Agreement to read as follows:

"If a Contracting Party accords special advantages to investors of any third State by Virtue of an agreement including establishing an economic Union, free trade area, customs Union or a common market or by virtue of an agreement on the avoidance of double taxation and to facilitate transborder trade, it shall not be obliged to accord such advantages to the investors of the other Contracting Party."

Please accept, Mister Ambassador, the assurances of my highest consideration.

Gebreselassie Yosief
Minister

MINISTRY OF FINANCE

Lo Stato di Eritrea
Ministero dell'Eritrea

26.04.1999

S.E. Ambasciatore Antonio Bandini
Ambasciata d'Italia
Asmara

Illustre Signor Ambasciatore,

accuso ricevuta della Sua lettera in data 20 aprile 1999, Prot. n. 1177, relativa alla proposta di emendamento del Governo Italiano all'Accordo sulla "Reciproca Promozione e Protezione degli Investimenti" firmato dai nostri due Governi nel febbraio 1996.

Desidero informarLa che l'Eritrea è d'accordo sull'emendamento all'Articolo 3, paragrafo 4, dell'Accordo sopra citato, il cui testo è il seguente:

> "Qualora una Parte Contraente conceda vantaggi speciali agli investitori di qualunque Stato terzo in virtù di un accordo, compresa l'istituzione di un'unione economica, di un'area di libero scambio, di un'unione doganale o di un mercato comune, ovvero in virtù di un accordo per evitare la doppia imposizione e facilitare il commercio transfrontaliero, esso non sarà obbligato a concedere tali vantaggi agli investitori dell'altra Parte Contraente."

La prego di accettare, Signor Ambasciatore, i sensi della mia più alta considerazione.

(F.to: Gebreselassie Yosief)
Ministro

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 4727):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 18 gennaio 2000.
Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 4 febbraio 2000, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 8ª e 10ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 22 febbraio 2000.
Relazione scritta annunciata il 14 marzo 2000 (atto n. 4427/*A* - relatore sen. PIANETTA).
Esaminato in aula e approvato il 6 giugno 2000.

Camera dei deputati (atto n. 7078):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 giugno 2000, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, VII, VIII e X.
Esaminato dalla III commissione il 25, 31 gennaio 2001; 1° febbraio 2001.
Esaminato in aula il 26 febbraio 2001 e approvato il 1° marzo 2001.

01G0142

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(4651388/1) Roma, 2001 Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DE LUCA
Via A. Herio, 21

◇ **PESCARA**
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)

◇ **SULMONA**
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonv. Occidentale, 10

◇ **TERAMO**
LIBRERIA DE LUCA
Via Riccitelli, 6

BASILICATA

◇ **MATERA**
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69
GULLIVER LIBRERIE
Via del Corso, 32

◇ **POTENZA**
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27

◇ **COSENZA**
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 70/A

◇ **PALMI**
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31

◇ **REGGIO CALABRIA**
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C

◇ **VIBO VALENTIA**
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

◇ **ANGRI**
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11

◇ **AVELLINO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30-32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47

◇ **BENEVENTO**
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71

◇ **CASERTA**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29-33

◇ **CASTELLAMMARE DI STABIA**
LINEA SCUOLA
Via Raiola, 69/D

◇ **CAVA DEI TIRRENI**
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253

◇ **ISCHIA PORTO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo

◇ **NAPOLI**
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20-23
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18

◇ **NOCERA INFERIORE**
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;

◇ **NOLA**
LIBRERIA EDITRICE LA RICERCA
Via Fonseca, 59

◇ **POLLA**
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi

◇ **SALERNO**
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

◇ **BOLOGNA**
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
GIURIDICA EDINFORM
Via delle Scuole, 38

◇ **CARPI**
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15

◇ **CESENA**
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5

◇ **FERRARA**
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16-18

◇ **FORLÌ**
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12

◇ **MODENA**
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Berengario, 60

◇ **PARMA**
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D

◇ **RAVENNA**
LIBRERIA GIURIDICA DI FERMANI MAURIZIO
Via Corrado Ricci, 12

◇ **REGGIO EMILIA**
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M

◇ **RIMINI**
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16

◇ **PORDENONE**
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A

◇ **TRIESTE**
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)

◇ **UDINE**
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

◇ **FROSINONE**
LIBRERIA EDICOLA CARINCI
Piazza Madonna della Neve, s.n.c.

◇ **LATINA**
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28-30

◇ **RIETI**
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8

◇ **ROMA**
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA LAURUS ROBUFFO
Via San Martino della Battaglia, 35
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68-70
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027

◇ **SORA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4

◇ **TIVOLI**
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10

◇ **VITERBO**
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Loc. Pietrare
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5

LIGURIA

◇ **CHIAVARI**
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37-38

◇ **GENOVA**
LIBRERIA GIURIDICA DI A. TERENGHI & DARIO CERIOLI
Galleria E. Martino, 9

◇ **IMPERIA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DI VIALE
Viale Matteotti, 43/A-45

LOMBARDIA

◇ **BRESCIA**
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13

◇ **BRESSO**
LIBRERIA CORRIDONI
Via Corridoni, 11

◇ **BUSTO ARSIZIO**
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4

◇ **COMO**
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15

◇ **GALLARATE**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Pulicelli, 1 (ang. p. risorgimento)
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8

◇ **LECCO**
LIBRERIA PIROLA - DI LAZZARINI
Corso Mart. Liberazione, 100/A

◇ **LODI**
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32

◇ **MANTOVA**
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32

◇ **MILANO**
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 13-15
FOROBONAPARTE S.r.l.
Foro Bonaparte, 53

◇ **MONZA**
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4

◇ **PAVIA**
LIBRERIA GALASSIA
Corso Mazzini, 28

◇ **VARESE**
LIBRERIA PIROLA - DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

MARCHE

◇ **ANCONA**
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4-5-6
◇ **ASCOLI PICENO**
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8
◇ **MACERATA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6
◇ **PESARO**
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34
◇ **S. BENEDETTO DEL TRONTO**
LA BIBLIOFILA
Via Ugo Bassi, 38

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81-83

PIEMONTE

◇ **ALBA**
CASA EDITRICE I.C.A.P.
Via Vittorio Emanuele, 19
◇ **ALESSANDRIA**
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
◇ **BIELLA**
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14
◇ **CUNEO**
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10
◇ **NOVARA**
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32
◇ **TORINO**
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17
◇ **VERBANIA**
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra
◇ **VERCELLI**
CARTOLIBRERIA COPPO
Via Galileo Ferraris, 70

PUGLIA

◇ **ALTAMURA**
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16
◇ **BARI**
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
◇ **BRINDISI**
LIBRERIA PIAZZO
Corso Garibaldi, 38/A
◇ **CERIGNOLA**
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14
◇ **FOGGIA**
LIBRERIA PATIERNO
Via Dante, 21
◇ **LECCE**
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30
◇ **MANFREDONIA**
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126
◇ **MOLFETTA**
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24
◇ **TARANTO**
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **CAGLIARI**
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30-32
◇ **ORISTANO**
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19
◇ **SASSARI**
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42

SICILIA

◇ **ACIREALE**
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8-10
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
◇ **AGRIGENTO**
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17
◇ **CALTANISSETTA**
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111
◇ **CASTELVETRANO**
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106-108
◇ **CATANIA**
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
LIBRERIA RIOLO FRANCESCA
Via Vittorio Emanuele, 137
◇ **GIARRE**
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132-134
◇ **MESSINA**
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55
◇ **PALERMO**
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15-19
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA DARIO FLACCOVIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225
◇ **S. GIOVANNI LA PUNTA**
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259
◇ **SIRACUSA**
LA LIBRERIA DI VALVO E SPADA
Piazza Euripide, 22
◇ **TRAPANI**
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8

TOSCANA

◇ **AREZZO**
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42
◇ **FIRENZE**
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46/R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22/R
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84-86/R
◇ **GROSSETO**
NUOVA LIBRERIA
Via Mille, 6/A
◇ **LIVORNO**
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23-27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B
◇ **LUCCA**
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45-47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37
◇ **MASSA**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19
◇ **PISA**
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13
◇ **PISTOIA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37
◇ **PRATO**
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25
◇ **SIENA**
LIBRERIA TICCI
Via delle Terme, 5-7
◇ **VIAREGGIO**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **TRENTO**
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO**
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41
◇ **PERUGIA**
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53
◇ **TERNI**
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **BELLUNO**
LIBRERIA CAMPDEL
Piazza Martiri, 27/D
◇ **CONEGLIANO**
LIBRERIA CANOVA
Via Cavour, 6/B
◇ **PADOVA**
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
◇ **ROVIGO**
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
◇ **TREVISO**
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31
◇ **VENEZIA-MESTRE**
LIBRERIA SAMBO
Via Torre Belfredo, 60
◇ **VERONA**
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
◇ **VICENZA**
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
— presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10;
— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Gestione Gazzetta Ufficiale Piazza G. Verdi, 10 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale **n. 16716029**. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 2001

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 2001
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 2001 e dal 1° luglio al 31 dicembre 2001

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

	Lire	Euro
Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
annuale	**508.000**	**262,36**
semestrale	**289.000**	**149,25**
Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
annuale	**416.000**	**214,84**
semestrale	**231.000**	**110,00**
Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i provvedimenti non legislativi:		
annuale	**115.500**	**59,65**
semestrale	**69.000**	**35,63**
Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:		
annuale	**107.000**	**55,26**
semestrale	**70.000**	**36,15**
Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:		
annuale	**273.000**	**140,99**
semestrale	**150.000**	**77,46**
Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:		
annuale	**106.000**	**54,74**
semestrale	**68.000**	**35,11**
Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
annuale	**267.000**	**137,89**
semestrale	**145.000**	**74,88**
Tipo F - *Completo*. Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e non legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (ex tipo F):		
annuale	**1.097.000**	**566,55**
semestrale	**593.000**	**306,25**
Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso il tipo A2):		
annuale	**982.000**	**507,16**
semestrale	**520.000**	**268,55**

Integrando con la somma di **L. 150.000 (€ 77,46)** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale *- parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 2001.*

	Lire	Euro
Prezzo di vendita di un fascicolo separato della *serie generale*	**1.500**	**0,77**
Prezzo di vendita di un fascicolo separato delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	**1.500**	**0,77**
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	**2.800**	**1,45**
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	**1.500**	**0,77**
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	**1.500**	**0,77**
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli, ogni 16 pagine o frazione	**1.500**	**0,77**

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

	Lire	Euro
Abbonamento annuale	**162.000**	**83,66**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	**1.500**	**0,77**

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

	Lire	Euro
Abbonamento annuale	**105.000**	**54,22**
Prezzo di vendita di un fascicolo separato	**8.000**	**4,13**

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 2001
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

	Lire	Euro
Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	**1.300.000**	**671,39**
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	**1.500**	**0,77**
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	**4.000**	**2,07**

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

	Lire	Euro
Abbonamento annuale	**474.000**	**244,80**
Abbonamento semestrale	**283.000**	**146,15**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	**1.550**	**0,80**

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale **n. 16716029** intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni, prenotazioni o reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA

Ufficio abbonamenti	Vendita pubblicazioni	Ufficio inserzioni	Numero verde
☎ 06 85082149/85082221	☎ 06 85082150/85082276	☎ 06 85082146/85082189	☎ 800-864035